



# Gazette officielle d Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC) (ICE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 11 MARS 1944

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 11TH, 1944

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
5200—1-52

### Lettres patentes

#### "Advance Style Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq février 1944, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, avocat et conseil en Loi du Roi, Clarence Reuben Gross, avocat, et Solomon Vineberg, notaire public, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des robes, des vêtements de sport, des blouses, pour dames, de la lingerie et vêtements de toutes sortes pour dames, sous le nom de "Advance Style Inc." avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinq février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5701 P. FRENETTE.

### Letters Patent

#### "Advance Style Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1944, incorporating: Marcus M. Sperber, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Solomon Vineberg, notary public, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and selling ladies' dresses, sportswear, blouses, lingerie and general ladies' wear of all types, under the name of "Advance Style Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two thousand (2000) shares of Ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1944.

Assistant Deputy Attorney General.  
5701-0 P. FRENETTE.

**"American Javel Water Company Limited"  
"Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1944, constituant en corporation: Roland Delorme, industriel, Madame Gabrielle Robert Delorme, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Delorme et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, bourgeoise, Thérèse Beaulieu, Alice Beaulieu, toutes deux sténographes, et Georges Laberge, commis, tous majeurs, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer tous et aucun des commerces comme manufacturiers d'eau de javelle, désinfectants de toutes sortes, savons sous toutes ses formes, nettoyeurs sous toutes ses formes, soit liquide, en poudre ou solide, parfums, articles de toilette, cosmétiques, sous le nom de "American Javel Water Company Limited"—"Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5702-o P. FRENETTE.

**"American Javel Water Company Limited"  
"Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, incorporating: Roland Delorme, manufacturer, Madame Gabrielle Robert Delorme, wife separate as to property by marriage contract of Roland Delorme and duly authorized by him for the purposes hereof, housewife, Thérèse Beaulieu, Alice Beaulieu, both stenographers, and Georges Laberge, clerk, all of the age of majority, of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in all or any business as manufacturers of javel water, disinfectants of all kinds, soaps under any form, cleansers of all kinds, whether liquid, powdered or solid, perfumes, toilet articles, cosmetics, under the name of "American Javel Water Company Limited"—"Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5702 Assistant Deputy Attorney General.

**"Arntfield Mining Corporation Limited"  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1944, constituant en corporation: Ivan Clayton Harries, Isaac Elmore Houser, avocats, Neil Stanley Campbell, Douglas Henry Hough et Jack Donald Canty, stagiaires, Mademoiselle Margaret Helen Hardy et mademoiselle Dorothy Frances Gurley, sténographes, tous de la cité de Toronto, province de l'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Arntfield Mining Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)" avec un capital total de trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000), divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Arntfield, dans le comté de Pontiac, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5703 P. FRENETTE.

**"Arntfield Mining Corporation Limited"  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1944, incorporating: Ivan Clayton Harries, Isaac Elmore Houser, solicitors, Neil Stanley Campbell, Douglas Henry Hough and Jack Donald Canty, law clerks, Miss Margaret Helen Hardy and Miss Dorothy Frances Gurley, stenographers, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Arntfield Mining Corporation Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of Three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000), divided into 3,500,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Arntfield, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5703-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick"**

**"Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Grégoire Chapados, commerçant, de Newport, comté de Gaspé, Eugène-A. Bouillon, gérant de commerce, de Paspébiac, comté de Bonaventure, Louis-T. Blais, gérant de commerce, J.-Émile Renaud, secrétaire-trésorier, et Marc St-Hilaire, secrétaire, ces trois derniers de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

De sauvegarder l'intérêt de ses membres en tout ce qui concerne le commerce et l'exportation du poisson;

D'agir d'une façon générale comme l'intermédiaire entre les gouvernements et ses membres dans toute question concernant le commerce du poisson, sous le nom de "Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick"—"Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5704-o P. FRENETTE.

**"Camp Baldy Salmon Club"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Wendell Howard Laidley, Bernard de L. Bourgeois, avocats, George Lyman Van Vliet, notaire, Jean Paul Masson, stagiaire, Susan Good et Agnes Gibbons, filles majeures, sténographes, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer aux membres du club des occasions favorables et la facilité de faire la pêche et la chasse dans la province de Québec, et, à cette fin, organiser, conduire, et administrer un club de pêche et de chasse, sous le nom de "Camp Baldy Salmon Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera à Camp Baldy, comté de Bonaventure, district de Bonaventure.

Daté du bureau du procureur général, le douze février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5705 P. FRENETTE.

**"Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouver-

**"Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick"**

**"Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Grégoire Chapados, trader, of Newport, county of Gaspé, Eugène A. Bouillon, business manager, of Paspébiac, county of Bonaventure, Louis T. Blais, business manager, J. Emile Renaud, secretary treasurer, and Marc St-Hilaire, secretary, these three last of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To safeguard the interests of its members in all that concerns the business and exporting of fish;

To act in a general manner as intermediary between governments and its members in any question concerning the fish business, under the name of "Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick"—"Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5704 Assistant Deputy Attorney General.

**"Camp Baldy Salmon Club"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Wendell Howard Laidley, Bernard de L. Bourgeois, advocate, George Lyman Van Vliet, notary, Jean Paul Masson, stagier, Susan Good and Agnes Gibbons, spinsters, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide for its Members fitting opportunities and facilities for fishing and hunting within the Province of Quebec, and in connection therewith, to organize, conduct and manage a Fish & Game Club, under the name of "Camp Baldy Salmon Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the corporation will be at Camp Baldy, Bonaventure County, in the District of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5705-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc."**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

neur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Moïse Lebeau, entrepreneur-peintre, Mathias Choquette, imprimeur, Georges Rémillard, jardinier, Roméo Alexandre et J.-Wilfrid Boutin, comptables, Louis-Philippe Granger et Emery Trahan, commerçants, Edgar Gaudette, ingénieur, Rév. Armand Racicot, prêtre, tous de la ville de Saint-Jean, et Henderson Black, industriel, d'Iberville, tous dix du district d'Iberville, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Aider à la fondation, à l'établissement, à l'organisation et au maintien en existence d'une école d'arts et métiers, sous le nom de "Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5706-o P. FRENETTE.

**"Industries Baribeau Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de février 1944, constituant en corporation: Hervé Baribeau, industriel, de Lévis, Paul Lemieux, comptable, et Richard R. Alleyn, avocat, ces deux derniers de Québec, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de fabrication et faire en gros et en détail le commerce d'achat, vente, distribution, importation et exportation de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal sont parties constituantes; le commerce d'immeubles, l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières, le tout comme principal, agent, courtier ou marchand à commission, sous le nom de "Industries Baribeau Inc.", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars (\$298,000.00), divisé en 1,490 actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune et en 1,490 actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5707-o P. FRENETTE.

**"LaSalle Paving Company Limited"  
"La Compagnie de Pavage LaSalle, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de février 1944, constituant en corporation: Edson Cormier, entrepreneur, de Victoriaville, district d'Arthabaska, Demoiselle Jeanne Cormier, fille majeure, et Louis-Philippe Camirand, manufacturier, ces deux derniers des cité et district des Trois-Rivières, et tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation commerciale de camionnage sous toutes ses formes. Acquérir et vendre

Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Moïse Lebeau, painting contractor, Mathias Choquette, printer, Georges Rémillard, gardener, Roméo Alexandre and J. Wilfrid Boutin, accountants, Louis Philippe Granger and Emery Trahan, traders, Edgar Gaudette, engineer, the Rev. Armand Racicot, Priest, all of the Town of Saint John's, and Henderson Black, manufacturer, of Iberville, all ten of the district of Iberville, Province of Quebec, for the following purposes:

To assist in the founding, establishing, organizing and maintaining in existence of a school of arts and crafts, under the name of "Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Saint John's, in the district of Iberville, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Industries Baribeau Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1944, incorporating: Hervé Baribeau, manufacturer, of Lévis, Paul Lemieux, accountant, and Richard R. Alleyn, advocate, the two latter of Québec, all three of the District of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business and deal, wholesale and retail, in the purchase, sale, distribution, importation and exportation of merchandise, wherein wood or metal form component parts; the real estate business, the purchase and sale of movable and immovable securities, the whole as principal, agent, broker or commission merchant, under the name of "Industries Baribeau Inc.", with a total capital stock of two hundred and ninety-eight thousand dollars (\$298,000), divided into 1,490 common shares of one hundred dollars (\$100) each and 1,490 preferred shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Lévis, in the District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"LaSalle Paving Company Limited"  
"La Compagnie de Pavage LaSalle, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1944, incorporating: Edson Cormier, contractor, of Victoriaville, District of Arthabaska, Miss Jeanne Cormier, spinster, and Louis-Philippe Camirand, manufacturer, the two latter of the City and District of Trois-Rivières, and all three of the Province of Québec, for the following purposes:

To carry on a commercial trucking business under all the forms thereof. To acquire and

ou exploiter toute carrière de pierre ou de quelque sorte que ce soit, gisement de gravier ou sable, faire tout travail de concassage de pierre ou autre minéral employé pour la confection de routes publiques ou privées ou pour tout autre besoin, construire, ériger, bâtir, surveiller, conduire, équiper, installer, réparer, acquérir, maintenir, faire tout ouvrage dessus ou dessous terre pour la construction de chemin public ou privé, faire tout ouvrage pour la construction de bâtisses, édifice, fondation sur pilotis, quai, par contrat ou autrement. Construire ou contracter pour tout travail de construction ayant rapport à la confection de rue, trottoir, égout, drain, conduite souterraine, parc public, construire ou faire tout travail pour construction de pont en béton ou de toute autre matériel ou genre de construction, fabriquer et installer des ponceaux, sous le nom de "LaSalle Paving Company Limited"—"La Compagnie de Pavage LaSalle, Limitée", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5708—o P. FRENETTE.

sell or operate any stone quarry, or any kind of quarry whatsoever, gravel or sand deposits, to carry on stone-crushing work or the crushing of any other ore used in the making of public or private roads or for any other requirement, to construct, erect, build, superintend, conduct, equip, install, repair, acquire, maintain, carry on any surface or underground work for the building of public or private roads, to carry on any work for the construction of buildings, structures, pile-work foundations, wharves, whether by contract or otherwise. To build or contract for any construction work, connected with the making of streets, sidewalks, sewers, drains, underground conduits, public parks, to construct or carry on any work for the construction of bridges, whether of concrete or any other material or any other kind of construction, to manufacture and install culverts, under the name of "LaSalle Paving Company Limited"—"La Compagnie de Pavage LaSalle, Limitée", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"L'Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux"**

**"Professional Association of Social Workers"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de février 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Mesdemoiselles Marguerite Lalonde, surintendante d'usine, de la cité d'Outremont, Alice Lepine, directrice de l'Assistance maternelle, de la cité de Montréal, et Françoise Marchand, assistante-directrice du Bureau de l'assistance aux familles, de la ville de St-Lambert, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, du district de Montréal et de la province de Québec, dans les buts suivants:

Unir et grouper les professionnels du service social en vue d'étudier, de protéger et de développer les intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux des membres;

Promouvoir et répandre par tous les moyens jugés opportuns, le service social catholique;

Déterminer les standards de service social, en favoriser l'application dans les œuvres et promouvoir le bien-être social en général;

Acquérir et recevoir par achat, échange, donation, legs ou de toute autre manière et posséder des biens meubles ainsi que des biens immeubles, pourvu que la valeur de ces derniers n'excède pas \$100,000.00, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux"—"Professional Association of Social Workers".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5709—o P. FRENETTE.

**"L'Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux"**

**"Professional Association of Social Workers"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: The Misses Marguerite Lalonde, plant superintendent, of the city of Outremont, Alice Lepine, directress of "L'Assistance maternelle", of the city of Montreal, and Françoise Marchand, assistant directress of the "Bureau de l'assistance aux familles", of the Town of St. Lambert, all three spinsters and in the use of their rights, of the district of Montreal and of the Province of Quebec, for the following purposes:

To unite and group professionals of social service with a view to studying, protecting and promoting the professional, economic, social and moral interests of the members;

To promote and spread, by all means deemed advisable, Catholic social service;

To determine the standards of social service, and apply the same to the works and promote social welfare in general;

To acquire and receive by purchase, exchange, donation, legacy or in any other manner and own movable as well as immovable property, provided the value of the latter does not exceed \$100,000.00, under the name of "L'Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux"—"Professional Association of Social Workers".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1944, constituant en corporation: Léo Choquette, propriétaire de théâtres, domicilié en la cité de Montréal, Dame Emma Bergeron, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Brassard, ci-après dénommé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et le dit Louis-Philippe Brassard, gérant de théâtres, tous deux domiciliés en la ville de Jonquière, et tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Eriger, construire, acquérir par achat, location, permis ou autrement et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées et endroits de récréation; exercer les affaires en général de propriétaires et gérants de théâtres, comprenant, sans limiter la généralité des précédents, la production, l'exhibition, la présentation et l'exécution de vues animées, opéras, pièces de théâtre et autres représentations théâtrales, sportives, dramatiques et musicales de toutes sortes; exercer le commerce d'agents de théâtres, éditeurs et imprimeurs de pièces dramatiques et musicales;

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtels, maisons de pension, restaurants, cafés, salons de barbiers-coiffeurs, pourvoyeurs et fournisseurs d'amusements publics en général;

Faire affaires généralement comme voituriers privés de louage pour le transport des effets, denrées, passagers, sous le nom de "Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Les pouvoirs demandés et accordés ne pourront être interprétés cependant, comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5710-o P. FRENETTE.

**"Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1944, incorporating: Léo Choquette, theatre-owner, domiciled in the City of Montreal, Dame Emma Bergeron, wife separate as to property by marriage contract of Louis-Philippe Brassard, hereinafter named, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and the said Louis-Philippe Brassard, theatre manager, both domiciled in the Town of Jonquière, and all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To erect, build, acquire by purchase, lease, license or otherwise and operate theatres, moving-picture theatres and other places of amusement; to carry on a general business as theatre owners and managers, including, without any limitation as to the foregoing, the production, exhibition, presentation and performance of moving pictures, operas, plays and other theatrical, sportive, dramatic and musical performances of every kind; to carry on the business of theatre agents, printers and editors of dramatic and musical plays;

To carry on business as hotel, boarding-house, café, restaurant keepers, barbers-hairdressers parlours, purveyors and suppliers of public amusements in general;

To carry on business as private carriers for hire, for the transportation of goods, wares, passengers, under the name of "Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The powers applied for and granted cannot be interpreted however, as permitting gambling, games of chance or mixed games of chance and skill.

The head of the company will be at Jonquière, in the District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5710 Assistant Deputy Attorney General.

**"L'Habitation Familiale de Nicolet Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1944, constituant en corporation: Henri-Napoléon Biron, industriel, M.P.P., Rév. Wilfrid Messier, prêtre-curé, et Henri Vallières, industriel, tous trois de Nicolet, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Venir en aide à la classe ouvrière, dans un but philanthropique et social, en lui procurant des matériaux de construction, le combustible et l'ameublement, en lui construisant des maisons, et en lui fournissant l'occasion de devenir propriétaire aux meilleures conditions possibles;

Exercer le commerce de construction d'édifices, publics et privés, y compris l'achat des terrains, l'érection de toutes sortes de bâtisses sur lesdits terrains, soit en les détenant soit en les vendant;

Faire le commerce d'entrepreneurs en construction et faire des soumissions pour des contrats de construction, et leur exécution;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens immeubles, vendre, louer, céder, échanger, dispo-

**"L'Habitation Familiale de Nicolet Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, incorporating: Henri-Napoléon Biron, manufacturer, M.P.P., Rev. Wilfrid Messier, parish-priest, and Henri Vallières, manufacturer, all three of Nicolet, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To assist the working class for a philanthropic and social purpose, by supplying them with building requisites, fuel and furniture, by building houses for them and giving them the opportunity of becoming proprietors, under the best possible conditions;

To carry on the business of the construction of public and private buildings, including the purchase of lots of land, the erecting of all kinds of buildings upon the said lots of land, whether by holding or selling the same;

To carry on the business of building contractors and to tender for building contracts and the carrying out thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire immovable property, sell, lease, assign, exchange,

ser de ou autrement faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "L'Habitation Familiale de Nicolet Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en 125 actions privilégiées, dont 100 de vingt-cinq dollars (\$25.00) et 25 de cent dollars (\$100.00), et en 50 actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le nombre des actionnaires ordinaires sera limité à cinquante.

Le bureau principal de la compagnie sera à Nicolet, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5711-o P. FRENETTE.

**"Marcel André de Paris Inc."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze février 1944, constituant en corporation: Abraham Kastner, comptable agréé, Charles Wolfson, avocat, Gerrie Korson et Jean Schwartz, sténographe, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Tenir un salon de beauté, un salon de coiffure, une boutique de barbier et tout autre commerce connexe à la direction d'un tel établissement;

Manufacturer, acheter et vendre en gros et en détail, la machinerie d'un salon de beauté et d'une boutique de barbier et matériel de toute sorte;

Manufacturer des cosmétiques et lotions de toutes sortes;

Acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de cosmétiques et lotions de toutes sortes, sous le nom de "Marcel André de Paris Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5712 P. FRENETTE.

**"Paterson Windermere (Canada) Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf février 1944, constituant en corporation: Henry Alexander Paterson, commissionnaire, Dame Margaret Trotter, ménagère, séparée de biens de Henry Alexander Paterson et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Fred Britan, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme commissionnaires, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et détaillants des objets, effets et marchandises suivants, à savoir:

(1) Machinerie, outils et instruments de toutes sortes; et matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de machinerie, outils et instruments.

(2) Aliments, produits alimentaires et préparations alimentaires.

dispose of or otherwise deal in real estate, under the name of "L'Habitation Familiale de Nicolet Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 125 preferred shares, of which 100 of twenty-five dollars (\$25) and 25 of one hundred dollars (\$100), and 50 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The number of the common shareholders shall be limited to fifty.

The head office of the company will be at Nicolet, District of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Marcel André de Paris Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, incorporating: Abraham Kastner, chartered accountant, Charles Wolfson, advocate, Gerrie Korson and Jean Schwartz, stenographers, of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate a beauty parlor, hairdressing parlor, barber shop and any other business connected with the operation of such an establishment;

To manufacture, buy and sell both wholesale and retail, beauty parlor and barber shop machinery and equipment of all kinds;

To manufacture cosmetics and lotions of all kinds;

To buy, sell and deal in wholesale and retail cosmetics and lotions of all kinds, under the name of "Marcel André de Paris Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Paterson Windermere (Canada) Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1944, incorporating: Henry Alexander Paterson, factor, Dame Margaret Trotter, housewife, separate as to property of Henry Alexander Paterson, and by him duly authorized for the present purposes, and Fred Britan, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers, and retailers of the following goods, wares, and merchandise, to wit:

(1) Machinery, tools, and implements of all kinds; and materials, metals, and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements.

(2) Foods, food products, and food preparations.

(3) Charbon, bois de service, combustible et matériaux de construction.

(4) Produits textiles, marchandises sèches, habits et vêtements et les matières premières dont ils sont faits.

(5) Pulpe et papier et leurs produits.

(6) Acier, produits d'acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Paterson Windermere (Canada) Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille dollars (\$1,000), lesdites actions seront émises à un tel prix qui peut être fixé par les directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5713 P. FRENETTE.

**"Steel Works & Marine Equipment Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1944, constituant en corporation: Roland Delorme, industriel, Madame Gabriel Robert Delorme, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Delorme et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, bourgeoise, et Demoiselle Thérèse Beaulieu, fille majeure, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer tous et aucun des commerces comme manufacturiers de bouilloires, aussi tout matériel et équipement se rapportant à la marine, tunnels, carrières, égout, drains, hayres, docks, piliers, jetées, quais, mâles, débarcadères, canaux, réservoirs, digues, chemins de fer, tramways, voies d'évitement, cales, bassins, cales de halage, ponts de chemins de fer, chantiers maritimes, moulins, boutiques, usines, lignes de transmission, hangars, entrepôts, garages, instruments et équipements de chargement de toutes sortes, transbordeurs, élévateurs, usines pour machineries et ateliers, puits, systèmes téléphoniques et télégraphiques, outillage pour l'égouttement, le drainage, l'assainissement, aqueduc, le gaz, lumière électrique, téléphone, télégraphe, renflouage et sauvetage, arrimage, draguage, excavation de marine et de sous-marine;

Acquérir par achat, concessions, échange, location ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer tous bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers, dragues, allèges, barges, bateaux, sous le nom de "Steel Works & Marine Equipment Company Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5714-o P. FRENETTE.

(3) Coal, timber, fuel, and building materials.

(4) Textiles, dry goods, clothing and wearing apparel, and the raw materials from which they are made.

(5) Pulp and paper and their products.

(6) Steel, steel products, electrical appliances and plastics, under the name of "Paterson Windermere (Canada) Ltd."

The capital stock of the company is divided into two hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand dollars, (\$1,000.00), the said shares to be issued at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5713-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Steel Works & Marine Equipment Company Limited"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, incorporating: Roland Delorme, manufacturer, Madame Gabrielle Robert Delorme, wife separate as to property by marriage contract of Roland Delorme and duly authorized by him for the purposes hereof, housewife, and Demoiselle Thérèse Beaulieu, spinster, stenographer, all three of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in all or any business as manufacturer of boilers, also any material and equipment connected with navigation, tunnels, quarries, sewers, drains, harbours, docks, pillars, piers, wharves, quays, landings, canals, reservoirs, dikes, railways, tramways, sidings, docks, basins, hauling slip, railway bridges, ship yards, mills, shops, plants, transmission lines, hangars, warehouses, garages, loading equipment and gear of all kinds, aerial ferries, elevators, machine shops and workshops, wells, telephone and telegraph systems, equipment for sewerage, drainage, sanitation, waterworks, gas, electric light, telephone, telegraph, refloating and salvaging, stevedoring, dredging, marine and submarine excavation;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and build, erect, operate, hold, maintain and manage any steamboats, ships, tugs, ferries, dredges, lighters, barges, boats, under the name of "Steel Works & Marine Equipment Company Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5714 Assistant Deputy Attorney General.

**"The Pine Shop Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze février 1944, constituant en corporation: Mademoiselle Ida Livermore, teneur de livres, Joseph Helal et Royal E. C. Werry, avocats et conseils en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce comme une industrie en exploitation de Dame Louise Chesley, veuve de Harley Gross, en son vivant d'Outremont, province de Québec, marchand, ci-devant exerçant le commerce seul sous les nom et raison sociale de "The Pine Shop" à Montréal;

Exercer le commerce de marchand en gros et en détail, importateur, exportateur et en général de marchand et négociant de toutes sortes de bois et bois de service comme marchand de bois de charpente et manufacturier, sous le nom de "The Pine Shop Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec, Canada.

Daté du bureau du procureur général, ce onze février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5715 P. FRENETTE.

**"Victory Investments Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize février 1944, constituant en corporation: Paul Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Genest Trudel, avocat, de la cité d'Outremont, et Alexandre Killin Coley, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, hypothéquer et négocier des propriétés immobilières et hypothèques de toutes sortes et descriptions et tous droits et privilèges s'y rapportant et s'occuper et exercer toutes ou aucune des affaires d'entrepreneurs généraux et constructeurs pour la construction, la réparation, la modification et l'exploitation d'édifices publics et privés, maisons, travaux et autres bâtisses, et acheter, vendre et négocier des débetures, obligations, actions et autres valeurs; et généralement exercer un commerce d'immeubles et celui qui consiste à construire et à entreprendre dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Victory Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seize février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5716 P. FRENETTE.

**"The Pine Shop Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1944, incorporating: Miss Ida Livermore, bookkeeper, Joseph Helal and Royal E. C. Werry, advocates and King's Counsels, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the business as a going concern of Dame Louise Chesley, widow of Harley Gross, in his lifetime of Outremont, in the Province of Quebec, merchant, heretofore carrying on business alone under the name and style of "The Pine Shop" at Montreal;

To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer, exporter and dealer generally in and with all kinds of wood and timber as a lumber merchant and manufacturer, under the name of "The Pine Shop Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, Canada.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5715-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Victory Investments Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1944, incorporating: Paul Charles Casey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Genest Trudel, advocate, of the City of Outremont, and Alexandre Killin Coley, stenographer, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, hypothecate and deal in immovable property and hypothecs of every kind and description and all rights and privileges connected therewith and to engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors, and builders for the construction, repair, alteration and operation of public and private buildings, houses, works, and other structures, and to buy, sell and deal in debentures, bonds, stocks and other securities; and generally to carry on a real estate, building and contracting business in all its branches, under the name of "Victory Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5716-o Assistant Deputy Attorney General.

Canada,  
Province of  
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,—SALUT.

ATTENDU que, par la Loi des compagnies de téléphone, (chapitre 298, S.R.Q. 1941), il est entre autres choses statué:

QUE trois personnes majeures au moins peuvent, avec l'approbation du Ministre des Travaux publics, s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique avec des embranchements et à louer et acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants par Lettres Patentes sous le grand sceau une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans la requête;

ATTENDU que les personnes ci-après désignées ont demandé par requête une charte qui les constitue en corporation pour les objets ci-après décrits;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, un arrêté en conseil numéro 551 a été passé le 17<sup>ième</sup> jour de février 1944, octroyant à M<sup>re</sup> Ariste Brossard, avocat, Conseil du Roi, M<sup>re</sup> Lucien Roux, avocat, M. Paul Lafontaine, huissier, et M<sup>lle</sup> Francine Gravel, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, une charte les constituant en corporation sous le nom de "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée";

ATTENDU que lesdites personnes ont rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la charte demandée et que les objets de l'entreprise de la compagnie projetée sont de ceux pour lesquels le Lieutenant-Gouverneur peut accorder une charte;

A CES CAUSES, nous avons, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par la Loi des compagnies de téléphone mentionnées, ci-dessus, octroyé la présente charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir:

M<sup>re</sup> Ariste Brossard, avocat, Conseil du Roi, M<sup>re</sup> Lucien Roux, avocat, M. Paul Lafontaine, huissier, et M<sup>lle</sup> Francine Gravel, sténographe, fille majeure, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie, et ce, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter l'actif et les droits de la Compagnie de Téléphone Rural Soulanges, construire ou acquérir des embranchements en partie de telle ligne ou lignes passant soit sur des propriétés privées ou le long des routes des municipalités des comtés de Vaudeuil et de Soulanges;

Le nom de la Compagnie constituée en corporation sera "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée";

Le siège social de la Compagnie sera à Les Cèdres, comté de Soulanges, province de Québec;

Le capital-actions de ladite compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900) divisé en 500 actions de capital privilégié à 5% d'une valeur au pair de \$100. chacune et de 499 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de \$100.

Canada,  
Province of  
Quebec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

WHEREAS, by the Telephone Companies Act, (chapter 298 R.S.Q., 1941), it is, amongst other things, enacted:

THAT any number of persons of the age of majority, not less than three, may, with the approval of the Minister of Public Works, apply to the Lieutenant-Governor in Council, and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone with branches and to lease and acquire in whole or in part a line already constructed;

WHEREAS, upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant the petitioners by letters patent under the Great Seal, a charter to incorporate them as a corporation for the purposes mentioned in the petition;

WHEREAS the persons hereinafter designated have applied, by petition, for a charter to incorporate them into a corporation for the purposes hereinafter described;

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, an Order in Council No. 551 was passed on the 17th day of February, 1944, granting to M<sup>re</sup> Ariste Brossard, advocate, King's Counsel, M<sup>re</sup> Lucien Roux, advocate, Mr. Paul Lafontaine, bailiff, and M<sup>lle</sup> Francine Gravel, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, a charter incorporating them as a corporation under the name of "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée";

WHEREAS the said persons have observed the formalities required for the obtaining of the charter applied for, and that the purposes of the undertaking of the proposed company are such that the Lieutenant-Governor may grant a charter;

THEREFORE, We have, in virtue of the powers to Us granted by the Telephone Companies Act hereinabove mentioned, granted the present charter incorporating as a corporation the following persons, to wit:

M<sup>re</sup> Ariste Brossard, advocate, King's Counsel, M<sup>re</sup> Lucien Roux, advocate, Mr. Paul Lafontaine, bailiff, and M<sup>lle</sup> Francine Gravel, stenographer, spinster, and also all other persons who are or who may become shareholders of the company, and such, for the following purposes:

To acquire and operate the assets and rights of "La Compagnie de Téléphone Rural Soulanges", to build or acquire branches, in part, of such line or lines passing either over private properties or along the municipal highways of the counties of Vaudeuil and Soulanges;

The name of the company incorporated as a corporation will be "La Cie de Téléphone Soulanges Ltée";

The head office of the company will be at Les Cèdres, county of Soulanges, Province of Quebec;

The capital stock of the said company will be ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900) divided into 500 shares of preferred stock at 5% of a par value of \$100 each and 499 shares of common stock of a par value of \$100.

Lesdites actions privilégiées à 5% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivantes, respectivement, à savoir:

a) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de cinq pour cent (5%) par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiés seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement de la manière que les directeurs le détermineront de temps à autre;

b) La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et/ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles;

Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 5% et conféreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie;

Les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-septième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

5766-o

JEAN BRUCHESI.

The said 5% preferred shares will be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions, respectively, namely:

a) The preferred shares shall have no voting right and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding five per cent (5%) per annum on the par value of the said shares and no dividend will be declared nor paid upon the common shares of the company during any year before the said preferred dividends be declared and paid. The preferred dividends will be non-cumulative. The preferred shares shall have no right in any other participation in the profits of the company, save those mentioned above. The dividend or dividends will be payable annually, semi-annually or quarterly as the directors may from time to time determine;

b) The company shall have the right at any time and from time to time, to redeem all or part of the preferred shares outstanding or in accordance with the price then determined by the directors, and/or redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof;

The common shares will have prior rights over the holders of 5% preferred shares and only these shares shall be entitled to vote and to be qualified to become a director of the company;

The said petitioners will be the first directors or provisory directors of the company.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

5766

Under Secretary of the Province.

## Lettres patentes supplémentaires

### "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la compagnie "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un février 1944, ratifiant un règlement augmentant son capital de \$5,000,000 à \$6,000,000, par la création de 1,000,000 d'actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,

5717

P. FRENETTE.

## Supplementary Letters Patent

### "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of February, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Beattie Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability) ratifying a by-law increasing its capital from \$5,000,000.00 to \$6,000,000.00, by the creation of 1,000,000 additional common shares of a par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1944.

P. FRENETTE,

5717-o

Assistant Deputy Attorney General.

**"Leduc Automobiles Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seize février 1944, accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie "Leduc Automobiles Limited", de manière à étendre les pouvoirs de la compagnie aux objets suivants:

Acquérir et détenir des biens mobiliers et immobiliers autres que ceux nécessaires à l'exercice de son entreprise et vendre et aliéner ces biens mobiliers et immobiliers et hypothéquer ces derniers.

Daté du bureau du procureur général, ce seize février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5718 P. FRENETTE.

**"Leduc Automobiles Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of February, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, granting further powers to the company "Leduc Automobiles Limited", so as to extend the powers of the company to the following objects:

To acquire and hold moveable and immoveable property other than such as is requisite for the carrying on of its undertaking and to sell and alienate such property both moveable and immoveable and hypothecate the latter.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5718-o Assistant Deputy Attorney General.

**"United Mining Industries Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit février 1944, à la compagnie "United Mining Industries Limited", ratifiant son règlement N° 35 augmentant son capital de \$50,000 à \$70,000, par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5719 P. FRENETTE.

**"United Mining Industries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of February, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Mining Industries Limited", ratifying its By-law No. 35 increasing its capital from \$50,000.00 to \$70,000.00, by the creation of 200 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5719-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Victoria Shirt Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinze février 1944, à la compagnie "Victoria Shirt Limited", ratifiant son règlement numéro XXV réduisant son capital par l'annulation de 2,331 actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant à \$13,095 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5720 P. FRENETTE.

**"Victoria Shirt Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of February, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Victoria Shirt Limited", ratifying its By-law No. XXV reducing its capital by the cancellation of 2,331 shares without nominal or par value, and fixing at \$13,095.00 the amount with which the company shall continue its operations in future.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5720-o Assistant Deputy Attorney General.

**Action en séparation de biens**

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Dans la Cour Supérieure, Cause N° 10575. Cécile Lapointe, épouse commune en biens de sieur Paul-Émile Belley, domiciliée en la Ville de Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse; vs Paul-Émile Belley, résidant en la Ville de Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée et signifiée le 16 février 1944 contre le défendeur.

Chicoutimi, 1er mars 1944.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
5724-o McNICOLL & FORTIN.

**Action for separation as to property**

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 10575. Cécile Lapointe, wife common as to property of Paul-Émile Belley, domiciled in Jonquière, Chicoutimi district, Plaintiff; vs Paul-Émile Belley, residing in Jonquière, Chicoutimi district, defendant.

An action in separation as to property was taken and duly signified February 16th 1944, against the defendant.

Chicoutimi, March 1st 1944.  
McNICOLL & FORTIN,  
5724-o Attorneys for the plaintiff.

## Assemblée

## THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Railway Company sera tenue à la chambre 50, Édifice Canada Life, 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec, mardi, le 28ième jour de mars 1944, à 12.15 p.m., aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du conseil d'administration et à la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée, comprenant la considération pour prolonger l'échéance des obligations de première hypothèque de la compagnie échéant le 2 janvier 1945.

Ottawa, Ontario, le 6 mars 1944.

Le secrétaire,

H. A. GREEN.

5742

## Meeting

## THE CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of The Canada and Gulf Terminal Railway Company, to be held at Room 50, Canada Life Building, 275 St. James Street West, Montreal, Quebec, on Tuesday, the 28th day of March, 1944, at 12.15 P.M., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of such other business as may properly be brought before the Meeting, including consideration to extend maturity of First Mortgage bonds of the Company maturing 2nd January, 1945.

Ottawa, Ontario, 6th March, 1944.

H. A. GREEN,

Secretary.

5742-o

## Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du premier mars 1944, le changement de nom de l'Union Nationale Catholique des Menuisiers de Saint-Hyacinthe en celui de "Union Nationale et Catholique des Menuisiers et Facteurs d'Orgues de St-Hyacinthe" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 mars 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHESI.

5721-o

## AVIS DE RACHAT

## MUNICIPALITÉ DE BEAUPRÉ

Avis est, par les présentes, donné aux porteurs d'obligations, 4%, de la Municipalité de Beaupré, échéant du 1er mai 1945 au 1er Mai 1954, que toutes ces obligations seront rachetées, au Pair, par anticipation, à la date du 1er mai 1944.

Les détenteurs des dites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er mai 1944.

Après cette date du 1er mai 1944, ces obligations ne porteront plus intérêt et les coupons Nos. 11 et suivants seront nuls.

Beaupré, 3 mars 1944.

Le Secrétaire-Trésorier,

G. GODBOUT.

5725-o

## BRITISH COLUMBIA PLYWOODS (QUEBEC) LIMITED

Avis suivant l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec

## Règlement trois-A

## \* Augmentation du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5) et l'article 1 du règlement trois de la compagnie est, par les présentes, amendé en

## Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council bearing date the first of March, 1944, the change of name of "l'Union Nationale Catholique des Menuisiers de Saint-Hyacinthe" to that of "Union Nationale et Catholique des Menuisiers et Facteurs d'Orgues de St-Hyacinthe" has been authorized, and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, March 3rd, 1944.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

5721

## NOTICE OF REDEMPTION

## MUNICIPALITY OF BEAUPRÉ

Notice is hereby given to the holders of 4% bonds, of the Municipality of Beaupré, maturing from the 1st of May, 1945, to the 1st of May, 1954, that all the said bonds will be redeemed, at par, by anticipation, on the date of the 1st of May, 1944.

The holders of the said bonds are therefore requested to present their securities on or after the 1st of May, 1944.

After the said date, the 1st of May, 1944, the said bonds shall no longer bear interest and the coupons Nos. 11 and following will be null.

Beaupré, March 3, 1944.

G. GODBOUT,

Secretary Treasurer.

5725

## BRITISH COLUMBIA PLYWOODS (QUEBEC) LIMITED

Notice Pursuant to Section 84 of the Quebec Companies Act

## By-Law Three-A

## Increase in Number of Directors

The number of Directors of this Company is hereby increased from four (4) to five (5) and Article 1 of By-law Three of the Company is hereby amended by deleting therefrom the phrase

y ayant la phrase "quatre (4) directeurs" et en y substituant la phrase "cinq (5) directeurs".

Le conseil d'administration de la compagnie peut, de temps à autre, entre l'approbation de ce règlement à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour considérer ce règlement et la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie, élire au conseil d'administration des actionnaires qualifiés de la compagnie jusqu'à ce qu'il y en ait, en plus des directeurs actuels, un nombre suffisant d'élus pour composer un conseil d'administration complet.

Je, Harold H. Wallace, secrétaire de la compagnie British Columbia Plywoods (Quebec) Limited, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie que le précédent est une vraie copie conforme du règlement spécial trois-A de la compagnie et que ledit règlement a été dûment décrété et passé à une assemblée des directeurs de la compagnie British Columbia Plywoods (Quebec) Limited tenue le 28 janvier 1944 et subséquemment sanctionné, approuvé et confirmé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentés par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 16 février 1944, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par procuration.

Montréal, P.Q., le 16 février 1944.

[Sceau]

5726

Le secrétaire,  
H. H. WALLACE.

LAKE ST. JOHN POWER & PAPER COMPANY LIMITED

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

Règlement N° 31

Qu'il soit et il est, par les présentes, fait, passé et décrété comme un règlement de la compagnie Lake St. John Power & Paper Company Limited:

Que le règlement N° 27 des règlements de la compagnie soit et il est, par les présentes, révoqué et remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration de dix directeurs, dont quatre formeront quorum aux fins de toutes assemblées du conseil d'administration".

Je, le soussigné, Charles W. Davison, secrétaire, certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie copie conforme du règlement N° 31 des règlements de la compagnie Lake St. John Power & Paper Company Limited dûment fait, passé et décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie dûment convoquée et tenue en la cité de Montréal, le 27ième jour de janvier 1944, et dûment approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de le considérer et tenue en la cité de Montréal le 24ième jour de février 1944, à laquelle il y avait quorum.

Donné en la cité de Montréal, ce 26ième jour de février 1944.

[Sceau]

5727

Le secrétaire,  
CHARLES W. DAVISON.

"four (4) Directors" and substituting therefor the phrase "five (5) Directors".

The Board of Directors of the Company may from time to time, between the approval of this By-law at a Special General Meeting of Shareholders of the Company duly called for considering this By-law and the next Annual General Meeting of Shareholders of the Company, elect to the Board of Directors qualified shareholders of the Company until there shall have been elected, in addition to the present Directors, a sufficient number to make a full Board of Directors.

I, Harold H. Wallace, Secretary of British Columbia Plywoods (Quebec) Limited, do hereby certify under the corporate seal of the Company that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law Three-A of the Company and that the said By-law was duly enacted and passed at a meeting of the Directors of British Columbia Plywoods (Quebec) Limited held on January 28th, 1944 and subsequently sanctioned, approved and confirmed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a Special General Meeting of Shareholders of the Company duly called for considering the said By-law and held on February 16th, 1944, at which meeting there were present in person or represented by proxy all of the Shareholders of the Company.

Montreal, P.Q., 16th February, 1944.

[Seal]

5726-o

H. H. WALLACE,  
Secretary.

LAKE ST. JOHN POWER & PAPER COMPANY LIMITED

By-Law increasing the Number of Directors

By-Law No. 31

Be it and it is hereby made, passed and enacted as a By-Law of Lake St. John Power & Paper Company Limited:

That By-law No. 27 of the By-laws of the Company be and it is hereby repealed and replaced by the following:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of ten Directors of whom four shall constitute a quorum for the purpose of all meetings of the Board of Directors".

I, the undersigned, Charles W. Davison, Secretary, hereby certify the foregoing to be a true and exact copy of By-law No. 31 of the By-laws of Lake St. John Power & Paper Company Limited duly made, passed and enacted at a meeting of the Board of Directors of the Company duly called and held at the City of Montreal on the 27th day of January, 1944, and duly approved by the unanimous vote of all of the shareholders present at a Special General Meeting called for the purpose of considering the same and held at the City of Montreal on the 24th day of February, 1944, at which a quorum was present.

Given at the City of Montreal this 26th day of February, 1944.

[Seal]

5727-o

CHARLES W. DAVISON,  
Secretary.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du premier mars 1944, les règlements I à IX inclusivement de "L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
5728-o JEAN BRUCHESI.

Notice is given that, by Order in Council dated the first of March, 1944, the by-laws I to IX inclusively of "L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec" have been approved, and such, in accordance with the provisions of section 225 of the Québec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
5728 Under Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'AUTOBUS  
DE QUÉBEC

(Extrait des règlements de la corporation concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à neuf)

"Article V—Élection des Officiers—1. L'Association sera dirigée par un bureau de direction composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de cinq directeurs représentant les diverses régions de la province." Québec, ce 5 février 1944.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire,  
5729-o WILBROD BHERER.

L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'AUTOBUS  
DE QUÉBEC

(Excerpt from the by-laws of the corporation concerning the increase in the number of directors from three to nine)

"Article V—Election of Officers—1. The Association will be managed by a board of directors composed of a president, a vice president, a secretary, a treasurer and five directors representing the various regions of the Province." Québec, this 5th February, 1944.

Certified true copy.

WILBROD BHERER,  
5729 Secretary.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 février 1944.

Le siège social du syndicat est situé au N° 10½, Avenue Morin, Chicoutimi, Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
5730-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on February 3rd, 1944.

The principal place of business of the association will be at No. 10½ Morin avenue, Chicoutimi, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,  
5730 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de L'Industrie du Lait", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 février 1944.

Le siège social du syndicat est situé à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
5731-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 28th, 1944.

The principal place of business of the association will be at Sherbrooke, in the District of Saint Francis, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,  
5731 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Catholique du Personnel Laïc Enseignant du Diocèse de Joliette Incorporée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 février 1944.

Le siège social de l'association est situé à Joliette, dans le district de Joliette, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
5732-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique du Personnel Laïc Enseignant du Diocèse de Joliette Incorporée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 28th, 1944.

The principal place of business of the association will be at Joliette, district of Joliette, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,  
5732 Under Secretary of the Province.

RADIATEUR SOMERSET LIMITÉE  
In Re:—  
SOMERSET RADIATOR LIMITED

Il est statué par le présent règlement N° 3 que l'actif de la compagnie soit distribué parmi ses actionnaires de la façon suivante:

A—L'actif en argent au prorata du capital détenu par chaque actionnaire.

RADIATEUR SOMERSET LIMITÉE  
In Re:—  
SOMERSET RADIATOR LIMITED

It is enacted by the present by-law No. 3 that the assets of the company be distributed amongst its shareholders in the following manner:

A—Assets in money prorata of the capital held by each shareholder.

B—L'actif consistant en titres, savoir 783 actions complètement acquittées du capital-actions de la compagnie Radiateur Plessis Limitée, à raison de 783/839 pour chaque action entièrement payée de la compagnie.

Donné à Plessisville, ce vingt-neuvième jour de février 1944.

[Sceau]

5733-o

Le Secrétaire,  
R. CARRIER.

B—Assets consisting of securities, namely 783 fully paid shares of the capital stock of the company Radiateur Plessis Limitée, at the rate of 783/839 for each fully paid share of the company.

Given at Plessisville, this twenty-ninth day of February, 1944.

[Seal]

5733

R. CARRIER,  
Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pintsch Compressing Corporation", autorisée à exercer un commerce dans la province de Québec, a nommé par nouvelle procuration, le vingt et un février 1944, M. Richard Alfred Walsh, 635 rue Lusignan, Montréal, en notre province de Québec, son principal agent dans ladite province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, et que le siège social de la compagnie dans la province de Québec est encore situé au numéro 635 rue Lusignan, en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le trois mars 1944.

Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

5734

Notice is hereby given that Pintsch Compressing Corporation, authorized to carry on business in the Province of Quebec, has by new Power of Attorney appointed, on the 21st day of February, 1944, Mr. Richard Alfred Walsh, of 635 Lusignan Street, Montreal, in our Province of Quebec, Chief Agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and that the principal office of the Company in the Province of Quebec still remains at 635 Lusignan Street in the City of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

5734-o

Avis est par les présentes donné que "The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc.," autorisée à exercer un commerce dans la province de Québec, a nommé par nouvelle procuration, le vingt et un février 1944, M. Richard Alfred Walsh, 620 rue Versailles, Montréal, en notre province de Québec, son principal agent dans ladite province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, et que le siège social de la compagnie dans la province de Québec est encore situé au numéro 620, rue Versailles, en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le trois mars 1944.

Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

5735

Notice is hereby given that The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc., authorized to carry on business in the Province of Quebec has by new Power of Attorney appointed, on the 21st day of February, 1944, Mr. Richard Alfred Walsh, of 620 Versailles Street, Montreal, in our Province of Quebec, Chief Agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and that the principal office of the Company in the Province of Quebec still remains at No. 620 Versailles Street in the City of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

5735-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du premier mars 1944, les règlements comprenant les articles 1 à 37 inclusivement de "Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe"—tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 7 décembre 1943—ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

5736-o

Notice is given that, by Order in Council bearing date the first of March, 1944, the by-laws, including articles 1 to 37 inclusively of "Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe"—as adopted at the general meeting held on December 7th, 1943—have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

5736

LE COMITÉ DES CHEMINS D'HIVER DE  
SAINT-HYACINTHE

(Extrait des règlements de la corporation, tels qu'approuvés par arrêté ministériel en date du 1er mars 1944, et concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de cinq à dix).

"Chapitre troisième — Du Conseil et de ses Officiers — Art. 19 : Les affaires du Comité sont administrées par un Conseil composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et de cinq Directeurs." 5737-o

LE COMITÉ DES CHEMINS D'HIVER DE  
SAINT-HYACINTHE

(Excerpt from the by-laws of the corporation, as approved by Order in Council bearing date the 1st of March, 1944, and concerning the increase in the number of its directors from five to ten).

"This Chapter—of the Council and its Officers—Art. 19: The affairs of the "Comité" will be managed by a board composed of a President, two Vice Presidents, a Secretary, a Treasurer and five directors." 5737

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Travailleurs

The formation of an association, under the name of "Syndicat National Catholique des Tra-

en Chaussures de St-Georges Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 février 1944.

Le siège social du syndicat est situé à Saint-Georges, dans le district de Beauce, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
5738-o JEAN BRUCHESI.

vaillours en Chaussures de St-Georges Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 28th, 1944.

The principal place of business of the association will be at Saint-Georges, in the District of Beauce, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

*In re*: THE COLUMBUS BUILDING ASSOCIATION

RÈGLEMENT N° 19

Règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie à ses actionnaires.

Il est résolu que l'actif de la compagnie soit distribué parmi ses actionnaires de la façon suivante:—

Une action de "The Columbus Building Association—L'Association des Immeubles Colombiens Inc.", pour chaque action entièrement payée, détenue dans le Capital-Actions de notre compagnie.

[Sceau]

Certifié vraie copie.

Le secrétaire,  
5743-o J. A. COOK.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est présentement donné que les obligations de la Cité des Trois-Rivières ci-après désignées, émises en vertu du règlement N° 141 et échéant le 1er mai 1951, sont rachetables sur présentation le 1er mai 1944 contre paiement de leur valeur au pair, plus une prime de 2%, et que les intérêts sur icelles cesseront de courir à compter de cette date, savoir:

40 coupures de \$1,000.00 chacune, portant les Nos M X 830 à M X 884 inclusivement.

Hôtel de ville, Trois-Rivières, Qué., le 8 mars 1944.

Le Trésorier de la Cité,  
5749-o JACQUES DENECHAUD.

*In re*: THE COLUMBUS BUILDING ASSOCIATION

BY-LAW No. 19

By-law providing for the distribution of the assets of the company to its shareholders.

It is resolved that the assets of the company be distributed among its shareholders in the following manner:—

One share of "The Columbus Building Association—L'Association des Immeubles Colombiens Inc.", for each fully paid-up share, held in the capital stock of our company.

[Seal]

Certified True Copy.

5743 J. A. COOK,  
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières.

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Notice is hereby given that the Bonds of the City of Trois-Rivières, hereinafter designated, issued under By-Law No. 141 and maturing the 1st of May 1951, shall be redeemable upon presentation on the 1st of May 1944, for payment of their par value, plus a premium of 2%, and that interest thereon shall cease to accrue on and from the said date, namely:

40 denominations of \$1,000.00 each, bearing Nos M X 830 to M X 884 inclusively.

City Hall, Trois-Rivières, Que., March 8, 1944.

JACQUES DENECHAUD,  
City Treasurer.

Chartes—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chomedey Land Co. Limited"—"La Cie d'Immeubles Chomedey Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce premier jour de février 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,  
P. FRENETTE.

Charters—Surrender of

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chomedey Land Co. Limited"—"La Cie d'Immeubles Chomedey Limitée", incorporated by letters patent dated the twentieth day of May, 1924.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Collège de Montréal Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce premier jour de février 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Est Central Commercial Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 22ième jour de février 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Paramount Leather Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de janvier 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce trente et unième jour de janvier 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ste-Appoline Lumber Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuvième jour de février 1944, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce premier jour de février 1944.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,  
5746-o P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Collège de Montréal Inc.", incorporated by letters patent dated the fifth day of October, 1932.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Est Central Commercial Incorporé", incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of November, 1929.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paramount Leather Limited", incorporated by letters patent dated the eighth day of January, 1941.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ste-Appoline Lumber Company Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1944, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5746 Assistant Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q.,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted

1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Harpers Malartic (Quebec) Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du huit juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-neuf février 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie Lombard Investments, Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Industrial Services Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 août 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5752 P. FRENETTE.

by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Harpers Malartic (Quebec) Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the eighth day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the twenty-ninth day of February, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lombard Investments, Limited", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of October, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Industrial Services Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of August, 1942.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5752-o Assistant Deputy Attorney General.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Tadoussac et les commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de ladite corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, passées respectivement le 3 février, 1944, et le 28 janvier, 1944, fixant le montant des taxes municipales et scolaires qui doivent être payées par la compagnie Canada Steamship Lines Limited, ses successeurs et ayants cause, pour certaines propriétés situées dans le village de Tadoussac, pour une

## Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Tadoussac and the School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution of the said corporation of the Village of Tadoussac and a resolution of the said School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac which were passed on the 3rd of February, 1944, and the 28th of January, 1944, respectively, fixing the municipal and school taxes to be paid by Canada Steamship Lines Limited, its successors and assigns upon certain properties in the Village of Tadoussac for a period of ten years, beginning

période de dix ans, à compter de l'année financière 1943, et pour autres fins.

Montréal, le 8 février 1944.

Les procureurs des requérants,  
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,  
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Peter Marshall Laing de Montréal s'adressera à la présente session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé un examen oral sur les Lois de la province de Québec, suivant la recommandation à cet effet passée par le conseil général du Barreau le 12 février 1944.

Montréal, le 14 février 1944.

Le requérant,  
PETER M. LAING.

Les procureurs du requérant,  
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT  
5594-7-4 & HUGESSEN.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Champs de Bataille Nationaux s'opposera à la demande de la cité de Québec, à la Législature Provinciale, d'amender sa charte, la Loi 19, George V, Chapitre 95, et autres différentes lois qui la modifient, en vue de donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme et de permettre à ladite cité d'obtenir tous autres amendements concernant son administration des affaires, et demandera à la Législature Provinciale d'amender ladite charte et, en particulier, l'article 541, et de décréter qu'il sera défendu de bâtir, reconstruire, démolir ou réparer aucune construction sur l'étendue d'une zone de cent (100) pieds de largeur bordant les avenues, allées ou terrains des Champs de Bataille Nationaux, sans en avoir préalablement obtenu la permission de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, et qu'aucun permis municipal, à l'effet des présentes, ne sera émis avant ledit assentiment de la Commission des Champs de Bataille Nationaux.

Québec, 16 février 1944.

Le procureur de la Commission,  
5601-7-4-o L.-E.-LANGIS GALIPEAULT.

Avis est, par les présentes, donné que George Robert Beethom Whitehead de la cité de Hull, province de Québec, s'adressera à la présente session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé un examen oral sur les Lois de la province de Québec, suivant la recommandation à cet effet passée par le conseil général du Barreau le 12 février 1944.

Montréal, le 15 février 1944.

Le requérant,  
5650-8-4 G. R. B. WHITEHEAD.

AVIS PUBLIC

Prenez avis que la Corporation du Village Montmorency, corporation légalement constituée, ayant son siège social au Village Montmorency, comté de Québec, dans le district de Québec, demandera à la Législature de Québec, à la

with the financial year 1943, and for other purposes.

Montreal, February 8th, 1944.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,  
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,  
Attorneys for Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Peter Marshall Laing of Montreal will apply at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act admitting him to the practice of law after the passing of an oral examination upon the laws of the Province of Quebec, following the recommendation to that effect passed by the General Council of the Bar on February 12th, 1944.

Montreal, February 14, 1944.

PETER M. LAING,  
Applicant.

MACDOUGALL, MACFARLANE,  
5594-7-4-o SCOTT & HUGESSEN,  
Solicitors for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the National Battlefields Commission will oppose the application of the City of Quebec, to the Provincial Legislature, to amend its charter, the Act 19, George V, chapter 95, and other various Acts amending it, with a view to giving additional powers to the Town Planning Commission and to permit the said city to obtain any other amendments concerning its administration of affairs, and will apply to the Provincial Legislature to amend the said charter and, in particular, section 541, and to enact that it be prohibited from building, rebuilding, demolishing or repairing any building on the area of a zone of one hundred (100) feet in width bordering the avenues, alleys or lands of the National Battlefields, without previously obtaining the permission of the National Battlefields Commission and that no municipal permit, in respect hereof, shall be issued without the said consent of the National Battlefields Commission.

Quebec, February 16, 1944.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,  
5601-7-4 Attorney for the Commission.

Notice is hereby given that George Robert Beethom Whitehead of the City of Hull in the Province of Quebec will apply at the present session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act admitting him to the practice of law after the passing of an oral examination upon the laws of the Province of Quebec, following the recommendation to that effect passed by the General Council of the Bar on February 12th, 1944.

Montreal, February 15, 1944.

G. R. B. WHITEHEAD,  
5650-8-4-o Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Take notice that the Corporation of the Village of Montmorency, a body politic and corporate, having its head office in the Village of Montmorency, County of Quebec, in the District of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec,

présente Session, par un amendement au bill N° 124, déjà présenté, de ratifier, confirmer et déclarer légal et valide, à toutes fins que de droit, un contrat intervenu entre cette Corporation et Dominion Textile Company Limited, corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires au Village Montmorency, dans le comté de Québec, pour fixer l'évaluation de certaines propriétés appartenant à cette Compagnie.

Québec, le 1er mars 1944.

Les Procureurs des Pétitionnaires,  
5689-9-4-o GUÉRARD ET PELLAND.

Canada, Province de Québec, District de  
Trois-Rivières.

CORPORATION DE LA VILLE DE LOUISEVILLE

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Louiseville demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, d'adopter une loi amendant certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes de la Province de Québec, et de la Charte de la Ville de Louiseville et des autres lois concernées aux fins de:—

a) Déclarer réguliers et légaux les rôles d'évaluation, les rôles de perception et les impositions de taxes spéciales et générales de la dite ville;

b) Déclarer réguliers et légaux les règlements de la dite ville;

c) Déclarer légaux et réguliers tous avis, proclamations, promulgations donnés ou faits par le conseil de la ville ou ses officiers dans le passé;

Le Procureur de la Corporation de la  
Ville de Louiseville,  
5683-9-4-o JEAN-MARIE BUREAU.

Avis est, par les présentes, donné que, lors de la présentation du Bill Privé N° 126 de la Cité de Québec, à la présente Session Provinciale, des amendements seront proposés par l'Association des Propriétaires de Québec, Inc., aux fins de faire décréter, en faveur de la Cité de Québec, le pouvoir de nommer un gérant, en outre du trésorier, qui sera l'officier exécutif de la Cité, avec des pouvoirs spéciaux.

Québec, 8 mars 1944.

5745-o Le président,  
DE LA BRUÈRE FORTIER.

at its present session, by an amendment to Bill No. 124, already presented, for the ratifying, confirming and declaring legal and valid, to all intents and purposes, of a contract passed between this corporation and the Dominion Textile Company Limited, a body politic and corporate, having a place of business at the Village of Montmorency, in the County of Quebec, to fix the valuation of certain properties belonging to this Company.

Quebec, March 1st, 1944.

GUÉRARD AND PELLAND,  
5689-9-4 Attorneys for the Petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières.

CORPORATION OF THE TOWN OF LOUISEVILLE

NOTICE OF APPLICATION

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Louiseville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending certain provisions of Cities and Towns Act of the Province of Quebec, and of the charter of the Town of Louiseville and other Acts concerned for the purpose of:—

a) Declaring the valuation rolls, the collection rolls and levying of special and general taxes of the said town, regular and legal;

b) Declaring the by-laws of the said town regular and legal;

c) Declaring all notices, proclamations, promulgations given or made by the Council of the Town or its past officers, legal and regular;

JEAN MARIE BUREAU,  
5683-9-4 Attorney for the Corporation of the  
Town of Louiseville.

Notice is hereby given that upon the presentation of the Private Bill No. 126 of the City of Québec, at the present Provincial Session, amendments will be proposed by "l'Association des Propriétaires de Québec, Inc.", for the purpose of having enacted, in favour of the City of Québec, the power to appoint a manager, in addition to the treasurer, who will be the executive officer of the City, with special powers.

Québec, March 8, 1944.

5745 DE LA BRUÈRE FORTIER,  
President.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 29 février 1944.

Quebec, February 29th, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Courcelles, dans le comté de Frontenac, le septième jour de février 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of the Parish of Courcelles, in the County of Frontenac, on the seventh day of February, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Courcelles, dans le comté de Frontenac, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.  
Québec, le 3 mars 1944.

Le Sous-ministre des Affaires Municipales,  
5740-0 ÉMILE MORIN.

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Parish of Courcelles, in the County of Frontenac, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.  
Quebec, March 3rd, 1944.

ÉMILE MORIN,  
5740 Deputy Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Arthabaska, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Arthabaska" et que son principal siège d'affaires est à Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce deuxième jour de mars 1944.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
5722-0 ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Montmagny, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Apolline" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Apolline-de-Patton, comté de Montmagny.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce troisième jour de mars 1944.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
5748-0 ADRIEN MORIN.

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Arthabaska, in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, ch. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole d'Arthabaska" and that its principal place of business is at Arthabaska, County of Arthabaska.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this second day of March, 1944.

ADRIEN MORIN,  
5722 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Montmagny, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Apolline" and that its principal place of business is at Ste-Apolline-de-Patton, County of Montmagny.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this third day of March, 1944.

ADRIEN MORIN,  
5748 Acting Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 37-H-43A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 1er mars 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Matane;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Matane.

## Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 37-H-43A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, March 1st, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté, Commissioner, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Matane;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Matane.

2. La région de Matane comprend la municipalité de la ville de Matane.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.45 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Matane, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 37-H-43 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 octobre 1943, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
5741-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-H-43B

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 29 février 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 hres a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, J. Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Noranda.

2. La région de Noranda comprend les municipalités de Ville de Noranda et de Rouyn et les cantons Rouyn et Cadillac.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.00 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze sous la pinte.

2. The region of Matane includes the town of Matane.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.45 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Matane, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Matane, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart; as far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 37-H-43 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 30th, 1943, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.  
5741-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 44-H-43B

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, February 29, 1944, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, J. Côté, Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town municipalities of Noranda and Rouyn and the townships of Rouyn and Cadillac.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.00 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of the region of Noranda, offer, sell or deliver milk at prices inferior to seven cents a pint and fourteen cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à un autre marchand de lait, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 48c le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à 5 gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-H-43A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1944 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
5753-0 Secrétaire.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 55-H-43B

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 29 février 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, J. Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Val d'Or;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Val d'Or.

2. La région de Val d'Or comprend la municipalité de la ville de Val d'Or, celle de la ville de Bourlamaque, et les territoires compris dans les cantons de Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic et Pascalis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.75 net F. A. B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait à un autre marchand de lait, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à six sous et demi la chopine et treize sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 48c. le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à 5 gallons.

5. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk to another milk dealer, to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 48c. a gallon, provided the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

The present order cancels order No. 44-H-43A published in the *Quebec Official Gazette* of February 12th, 1944, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
5753-0 Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUÉBEC

Order No. 55-H-43B

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, February 29th, 1944, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, J. Côté, Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Val d'Or;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Val d'Or.

2. The region of Val d'Or includes the town municipality of Val d'Or, that of Bourlamaque, and the territory included in the townships of Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic and Pascalis.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk at prices inferior to seven cents a pint and fourteen cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk to another milk dealer, to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to six and a half cents a pint and thirteen cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 48c. a gallon, provided the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 55-H-43A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 12 février 1944, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
5754-o Secrétaire.

The present order cancels Order No. 55-H-43A published in the *Quebec Official Gazette* dated February 12th, 1944, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): MESSRS. Dr. ÉMILE NADEAU, President,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
5754-o Secretary.

## Département de l'Instruction publique

N° 110-44

Québec, le 28 février 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Clément, dans le comté de Beauharnois, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Beauharnois, même comté.

Ce territoire comprend, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de St-Clément, le lot originaire N° 128 entièrement subdivisé sous les Nos de 1 à 28, une partie du lot originaire N° 131 et une partie du chemin de la Rivière Saint-Louis, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du côté est du chemin de la Rivière Saint-Louis avec la ligne nord du lot N° 127, faisant à cet endroit la limite sud de la ville de Beauharnois; de là, suivant ledit côté est du chemin de la Rivière Saint-Louis, en allant vers le sud, sur une distance de 845' pieds anglais; de là en allant vers l'ouest, suivant une ligne perpendiculaire audit chemin, intersectant son côté ouest, à une distance de 156' pieds anglais de la ligne séparative des lots 128 et 131 mesurés le long dudit côté ouest dudit chemin, ladite ligne perpendiculaire se prolongeant jusqu'à la rive droite ou rive est de la rivière Saint-Louis; de là, en allant vers le nord ladite rive droite ou rive est de la rivière Saint-Louis jusqu'à la ligne nord du lot N° 131; de là, en allant vers l'est, ladite ligne nord du lot 131 et la ligne nord du lot N° 128, cette dernière prolongée jusqu'au point de départ et toutes deux faisant partie de la limite sud de la ville de Beauharnois.  
5697-9-2-o

N° 2618-43

Québec, le 1er mars 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, le territoire ci-dessous décrit pour en former une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame-de-la-Salette, village, dans le même comté. Son territoire comprendra les lots suivants tous inclusivement, savoir:

1, 2, 3, 24 à 30, du rang VIII-E, canton Portland-Est;

1 à 6, 1/2 sud du lot 24, 25 à 28, rang VII-E canton Portland-Est;

1 à 6, 19 à 25, rang VI-E canton Portland-Est;

1 à 6, 16 à 24, rang V-E canton Portland-Est;

6 à 14, rang IV-E canton Portland-Est;

12 à 14, rang III-E canton Portland-Est;

1 à 8, rang V-O canton Portland-Ouest;

1 à 6, des rangs VI-O à X-O inclusivement de Portland-Ouest. 5698-9-2-o

## Department of Education

No. 110-44

Quebec, February 28th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of St-Clément, in the county of Beauharnois, the territory hereinafter described, to annex it to the school municipality of the Town of Beauharnois, same county.

That territory comprising, with reference to the official cadastre for the parish of St-Clément, original lot No. 128 entirely subdivided under Nos. 1 to 28, a part of original lot No. 131 and a part of the River Saint-Louis Road, the whole enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the East side of the River Saint-Louis Road with the North line of lot No. 127, forming at this place the South limit of the Town of Beauharnois; thence, following the said East side of the River Saint Louis Road, Southward a distance of 845' feet, English measure; thence, Westward, following a line perpendicular to the said road, intersecting its West side, at a distance of 156' feet, English measure, from the division line of lots 128 and 131 measured along the said West side of the said road, the said perpendicular line extending as far as the right bank or East bank of the Saint Louis River; thence, Northward the said right bank or East bank of the Saint Louis River as far as the North line of lot No. 131; thence, Eastward, the said North line of lot 131 and the North line of lot No. 128, this latter prolonged as far as the starting point and both forming part of the South limit of the Town of Beauharnois. 5697-9-2

No. 2618-43

Quebec, March 1st, 1944.

Application is made to detach from the School Municipality of Notre-Dame-de-la-Salette, in the County of Papineau, the territory hereinafter described to form the same into a separate school municipality under the name of Notre-Dame-de-la-Salette, Village, in the same county. Its territory will comprise the following lots, all inclusively, to wit:

1, 2, 3, 24 to 30 of Range VIII-E, Township Portland-East;

1 to 6, South 1/2 of lot 24, 25 to 28, Range VII-E Township Portland-East;

1 to 6, 19 to 25, Range VI-E, Portland-East;

1 to 6, 16 to 24, Range V-E, Township Portland-East;

6 to 14, Range IV-E, Township Portland-East;

12 to 14, Range III-E Township Portland-East;

1 to 8, Range V-W, Township Portland-West;

1 to 6 of Ranges VI-W to X-W inclusively of Portland-West. 5698-9-2

N° 236-42

Québec, le 28 février 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-Baptiste dans le comté de Rouville les lots suivants, tous inclusivement, du cadastre officiel de St-Michel-de-Rougemont, savoir: 462 à 474; 481 à 494; 497 à 503; et 505 à 508 et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Michel-de-Rougemont, dans le même comté. 5699-9-2-o

No. 236-42

Quebec, February 28th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of St-Jean-Baptiste in the county of Rouville, the following lots, all inclusively, of the official cadastre of St-Michel-de-Rougemont, to wit: 462 to 474; 481 to 494; 497 to 503; and 505 to 508 and to annex them to the school municipality of the parish of St-Michel-de-Rougemont, in the same county. 5699-9-2

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur  
Banlieue de Québec  
Division d'enregistrement de Québec

Official Cadastre of the Parish of St. Sauveur  
Suburbs of Quebec  
Registration Division of Quebec

Avis est par la présente donné, que les lots 2428-118 à 2428-121, 2428-126 et partie des lots 2428-122 et 2428-123, 2431-84 à 2431-88, 2431-179 à 2431-185, 2431-268 à 2431-275, 2431-365 à 2431-374, 2431-456 à 2431-466, 2431-863, 2431-876 et 2431-889 (ruelles), parties des lots 2431-89 et 2431-90, 2431-186 et 2431-187, 2431-276 et 2431-277, 2431-375 et 2431-376, 2431-467 et 2431-468, 2431-869, 2431-882 et 2431-895 (rues) sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174a du Code civil.

Notice is hereby given that lots 2428-118 to 2428-121, 2428-126, part of lots 2428-122 and 2428-123, 2431-84 to 2431-88, 2431-179 to 2431-185, 2431-268 to 2431-275, 2431-365 to 2431-374, 2431-456 to 2431-466, 2431-863, 2431-876 and 2431-889 (lanes), part of lots 2431-89 and 2431-90, 2431-186 and 2431-187, 2431-276 and 2431-277, 2431-375 and 2431-376, 2431-467 and 2431-468, 2431-869, 2431-882 and 2431-895 (streets) are cancelled in virtue of Article 2174a of the civil Code.

Québec, le 23 février 1944.

Quebec, February the 23rd, 1944.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch.

Le sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

5723-o

5723-o

Département du Trésor  
Assurances

Department of Treasury  
Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'Arrêté Ministériel N° 626, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 février 1944, la société de secours mutuels "Dominion Arsenal Sick Benefit Association" a été autorisée à changer son nom en celui de "Association de Secours Mutuels des Employés de l' Arsenal Fédéral" — "Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association" en vertu du paragraphe 3 de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec.

Notice is hereby given that in accordance with Order-in-Council No. 626, approved by the Lieutenant-Governor on the 29th of February 1944, the association called "Dominion Arsenal Sick Benefit Association" has been authorized to change its name into that of "Association de Secours Mutuels des Employés de l' Arsenal Fédéral" — "Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association" as provided in subsection 3 of section 93 of the Quebec Insurance Act.

Donné à Québec, ce sixième jour de mars 1944.

Given at Quebec, this sixth day of March, 1944.

Le Surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE.

GEORGES LAFRANCE,  
Superintendent of Insurance.

5739-o

5739-o

AVIS D'AUTORISATION RELATIF À LA FORMATION  
D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

NOTICE OF AUTHORIZATION RELATING TO THE  
FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté numéro 625, sanctionné le 29 février 1944, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "Burnett's Employees' Mutual Benefit Association" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217, dans le cas de décès de leurs enfants ou pu-

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor-in-council, by the order number 625, sanctioned on the 29th of February 1944, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "Burnett's Employees' Mutual Benefit Association" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to section 217, in case of the death of their children

pilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

La qualité de membres de la société est limitée aux employés de "Burnett Limited".

Le siège principal de la société sera situé dans la Cité de Montréal, District de Montréal.

Daté ce sixième jour de mars 1944, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
5744-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Mutuelle des Secrétaires" constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances a obtenu le permis N° 246 et le certificat d'enregistrement N° 225 qui l'autorise, à compter du 3 mars 1944 à accorder des bénéfices à l'occasion du décès de ses membres.

Donné ce septième jour de mars 1944, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Le Surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE,  
5767-10-2-o Pour le Trésorier de la Province.

or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

The membership of the association is limited to the employees of "Burnett Limited".

The head office of the association will be situated in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated this sixth day of March 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
5744-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the "Mutuelle des Secrétaires" constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act has obtained the license No. 246 and the certificate of registry No. 225 authorizing it as from the third day of March 1944 to grant benefits in the case of death of members.

Given this seventh day of March, 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
5767-10-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 février 1944.

M. Victor Cusson, de Montréal: nommé de nouveau membre de la Commission des Tramways de Montréal, pour une période de dix années, et président de ladite Commission, à compter du 16 février 1944.

M. François Arsenaux, 1729 Boulevard des Forges, Trois-Rivières: secrétaire, directeur des études et professeur de français, d'anglais et de mathématiques à l'École d'Arts et Métiers du Patronage St-Charles des Trois-Rivières, et ce, à compter du 1er janvier 1944.

M. I. Bayard, 4296 rue St-André, Montréal: instructeur, métal en feuille, à l'École William Lunn, et ce, à compter du 13 septembre 1943.

M. J.-Gérald Morin, officier de liaison, 1301 Ave. St-Viateur, Outremont: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Arthur Joly, 3410 rue Déglise, et Zénon Vincent, 838 rue St-Ferdinand, tous deux commis et tous deux de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-Albert Lachance, négociant, 6535 rue Christophe Colomb, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal,

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, February 12th, 1944.

Mr. Victor Cusson, of Montreal: to be re-appointed as member of the Montreal Tramways Commission, for a period of ten years and President of the said Commission, from and after the 16th of February, 1944.

Mr. François Arsenaux, 1729 Desforges boulevard, Trois-Rivières: to be secretary, director of studies and professor of French, English and mathematics at "L'École des Arts et Métiers du Patronage St-Charles des Trois-Rivières", and such, from and after January 1st, 1944.

Mr. I. Bayard, 4296 St-André street, Montreal: to be sheet-metal instructor, at the William Lunn School, and such from and after the 13th of September, 1943.

Mr. J.-Gérald Morin, liaison officer, 1301 St-Viateur Ave., Outremont: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Arthur Joly, 3410 Delisle street, and Zénon Vincent, 838 St-Ferdinand street, both clerks and both of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. J.-Albert Lachance, merchant, 6535 Christophe Colomb street, Montreal: to be a Justice of the peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial

conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 17 février 1944.

Mademoiselle Ruth Bernett, représentante du personnel civil du Département de la Défense Nationale, Montréal: juge de paix pour recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Albert Veilleux, marchand, St-Georges Ouest, comté de Beauce, et Gustave Bourque, secrétaire-trésorier du village de ce même endroit: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Gérard Lafleur, inspecteur pour la compagnie Hartford Fire Insurance, 680 avenue Outremont, Outremont, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Marcel Ethier, enquêteur à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, 151 rue Crémazie, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Major J.-Alfred Crowe, 14, 20ième rue, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 18 février 1944.

M. l'abbé L.-M. Roberge, prêtre-curé, de la paroisse de St-Augustin-de-Montbeillard, comté de Témiscamingue: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. A.-E. Desjardins, télégraphiste, de Bersimis, comté de Saguenay: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Saguenay.

M. Jean-Baptiste Bouchard, secrétaire-trésorier de la municipalité de Westbury, East Angus, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

5764-o

district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 17th, 1944.

Miss Ruth Bernett, civilian personal representative of the Department of National Defence, Montreal: to be a Justice of the Peace, to receive oaths only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Albert Veilleux, merchant, St-George West, County of Beauce, and Gustave Bourque, secretary treasurer of the Village of this said place: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauce, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Gérard Lafleur, inspector for the Hartford Fire Insurance Company, 680 Outremont avenue, Outremont, P.Q.: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Marcel Ethier, investigator in the employ of the Wartime Prices and Trade Board, 151 Crémazie street, Quebec: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Major J. Alfred Crowe, 14 20th street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 18th, 1944.

Reverend abbé L. M. Roberge, parish-priest, of the Parish of St-Augustin-de-Montbeillard, County of Temiscamingue: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. A.-E. Desjardins, telegraph operator, of Bersimis, County of Saguenay: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Saguenay.

Mr. Jean-Baptiste Bouchard, secretary treasurer of the Municipality of Westbury, East Angus, Que.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

5764

**Proclamation**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

**Proclamation**

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que, con-  
Assistant-procureur } formément aux dis-  
général. } positions de l'article 51  
de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts  
refondus de Québec 1941, chapitre 15), le Lieuten-  
nant-gouverneur en conseil peut, par proclama-  
tion, changer les époques auxquelles les ter-  
mes de la Cour supérieure doivent être tenus dans  
le district de Rimouski;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de changer  
les époques auxquelles les termes de la Cour  
supérieure doivent être tenus dans le district de  
Rimouski;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement  
de Notre Conseil Exécutif, Nous avons décrété  
et ordonné et par les présentes décrétons et ordon-  
nons que:

1. Les termes de la Cour supérieure du dis-  
trict de Rimouski soient fixés comme suit, savoir:

- a) au deuxième lundi et au jour suivant  
des mois de février et d'avril de chaque année;
- b) au deuxième et au troisième lundi et aux  
quatre jours suivants du mois de mai de chaque  
année;
- c) au premier et au deuxième lundi et aux  
quatre jours suivants du mois de juin de chaque  
année;
- d) au premier et au deuxième lundi après  
le dix septembre de chaque année et aux quatre  
jours suivants;
- e) au deuxième et au troisième lundi et aux  
quatre jours suivants du mois d'octobre de  
chaque année;
- f) au deuxième lundi et au jour suivant du  
mois de décembre de chaque année.

2. Que la proclamation du 7 mai 1941, rela-  
tive à la tenue des termes de la Cour supérieure  
dans le district de Rimouski, soit révoquée.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux  
sujets et tous autres que les présents peuvent  
concerner sont requis de prendre connaissance  
et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos pré-  
sentes lettres patentes et sur icelles apposer  
le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-  
Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph  
Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-  
gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre  
cité de Québec, de Notre province de Québec,  
ce huitième jour de mars en l'année mil neuf  
cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de  
Notre Règne la huitième année.

Par ordre,  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
5765-0 JEAN BRUCHESI.

To all to whom these presents shall come or  
whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS, pursuant  
Deputy Attorney } to the provisions of  
General. } section 51 of the Courts of  
Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941,  
chapter 15), the Lieutenant-Governor in Coun-  
cil may, by proclamation, change the periods  
at and when the terms of the Superior Court  
shall be held in the district of Rimouski;

WHEREAS it is expedient to change the periods  
at and when the terms of the Superior Court  
shall be held in the district of Rimouski;

THEREFORE, with the advice and consent  
of Our Executive Council, We have enacted and  
ordered and do hereby enact and order that:

- 1. The terms of the Superior Court of the dis-  
trict of Rimouski be fixed as follows, to wit:
- a) To the second Monday and the day follow-  
ing of the months of February and April of each  
year;
- b) To the second and third Monday and the  
four days following of the month of May of each  
year;
- c) To the first and second Monday and four  
days following of the month of June of each  
year;
- d) To the first and second Monday after the  
tenth of September of each year and the four  
days following;
- e) To the second and third Monday and four  
days following of the month of October of each  
year;
- f) To the second Monday and day following  
of the month of December of each year.

2. That the proclamation of the 7th of May,  
1941, respecting the holding of the terms of the  
Superior Court in the district of Rimouski, be  
repealed.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all  
others whom these present may concern, are  
hereby required to take notice and to govern  
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these  
Our Letters to be made Patent and the Great  
Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto  
affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved  
Major General, the Honourable Sir Eugène-  
Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O.,  
M.D., Lieutenant-Governor of Our said Pro-  
vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of  
Quebec, in Our Province of Quebec, this  
eighth day of March, in the year of Our  
Lord nineteen hundred and forty-four and the  
eighth year of Our Reign.

By command,  
JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de St-François

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné par le  
soussigné, Antonin Deslauriers, greffier de la cité

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, District of St. Francis

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given by the under-  
signed, Antonin Deslauriers, Clerk of the City

de Sherbrooke, que les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil Municipal, LUNDI, le VINGT-SEPT MARS 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, à moins que les dites taxes, intérêts et frais, soient payés avant la vente.

*Nom du propriétaire.—Description.*

Succession C. H. Price.—Lot numéro 389, pour le quartier Est.

Succession G. R. Bush.—Lot numéro 181-4, pour le quartier Est.

Les immeubles susdits font partie du cadastre de la cité de Sherbrooke.

Donné à Sherbrooke, P.Q., ce 28ième jour de février 1944.

Le greffier de la cité,  
5074-9-2-o ANT. DESLAURIERS.

Province de Québec, District des Trois-Rivières

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1944, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité de Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires et d'arrérages de taxes consolidées qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue St-Paul, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro deux mille quarante-cinq (P.N.O.2045) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-sept pieds de largeur au front et vingt-deux pieds de largeur à la profondeur qu'il y a à partir de la dite rue à aller au terrain de M. Larouche, représenté par Jeffrey Gagné, qui le borne en profondeur, du côté sud-est par le passage mitoyen ci-dessous, le tout plus ou moins et à mesure anglaise sur la profondeur, avec bâtisses dessus érigées, comme appartenant à Mlle Fleurette Martineau.

2. Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Laviolette, en la cité des Trois-Rivières, étant la juste moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille cent soixante-cinq (S.E.2165) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant trente-trois pieds de largeur à son front et trente pieds de largeur à sa profondeur, qui est de soixante-dix-neuf pieds et sept pouces dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingts pieds dans sa ligne sud-est, borné en front à la dite rue, en profondeur au bout du dit lot, du côté sud-est au lot N° 2166 et du côté nord-ouest au surplus du dit lot N° 2165, avec la maison construite sur cette partie sud-est du dit lot N° 2165. Le mur et le passage entre les deux moitiés du dit lot sont mitoyens. Le dit emplacement avec la maison dessus construite appartenant à la succession Ubald Bureau.

3. Un emplacement situé à l'est de la rue Cartier, en la cité des Trois-Rivières, étant connu sous le numéro treize cent quatre-vingt-sept (1387) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant environ cinquante pieds de front sur environ cent cinq pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, et sans garantie de me-

of Sherbrooke, that the following immoveable property shall be sold by Public Auction, in the Council Room, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and other taxes, unless the said taxes, with interest and costs, are paid before the sale.

*Name of Proprietor.—Description.*

Estate C. H. Price.—Lot No. 389 of the East Ward.

Estate G. R. Bush.—Lot No. 181-4 of the East Ward.

The above immoveables form part of the plan and book of reference for the City of Sherbrooke.

Given at Sherbrooke, this 28th day of February, 1944.

ANT. DESLAURIERS,  
5674-9-2-o City Clerk.

Province of Quebec, District of Trois Rivières

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Public notice is hereby given that on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow designated, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as being encumbered with municipal and school taxes and arrears of consolidated taxes which have not been paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by Law, to wit:

1. An emplacement situate on the Southwest side of St-Paul street, in the City of Trois-Rivières, known and designated as being the Northwest part of lot number two thousand and forty-five (N.W.Pt. 2045) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, measuring twenty-seven feet in width in front and twenty-two feet in width at the depth that exists starting from the said street as far as the land of Mr. Larouche, represented by Jeffrey Gagné, which bounds it in depth, on the southeast side by the mitoyen passage hereinbelow, the whole more or less and at English measure, by the depth, with the buildings thereon erected, as belonging to Mlle Fleurette Martineau.

2. An emplacement situate on the Southwest side of Laviolette street, in the City of Trois-Rivières, being the exact Southeast half of the lot of land known and designated under number two thousand one hundred and sixty-five (S.E.½-2165) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, measuring thirty-three feet in width in front and thirty feet in width at its depth, which is seventy-nine feet and seven inches in its Northwest line and eighty feet in its Southeast line, bounded in front the said by street, in depth at the end of the said lot, on the Southeast side by lot No. 2166 and on the Northwest side by the surplus of said lot No. 2165—with the house erected on the said Southeast part of said lot No. 2165. The wall and the passage between the two halves of the said lot being mitoyen. The said emplacement with the house thereon erected belonging to the Estate Ubald Bureau.

3. An emplacement situate on the East side of Cartier street, in the City of Trois-Rivières, being known under number thirteen hundred and eighty-seven (1387) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, measuring about fifty feet in front by about one hundred and five feet in depth, the whole English measure,

sure précise, comme appartenant à M. Henri-Paul Dusseault.

5. Un emplacement situé au coin nord-est des rues Notre-Dame et St-Roch, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite cité, comme étant une partie du lot numéro cinq cent onze (P.511), borné en front, au sud-est par la rue Notre-Dame; d'un côté au nord-est par le lot numéro cinq cent dix (510); à la profondeur, au nord-ouest, par le lot N° 502, ou Marché à Foin, et par une partie du dit lot N° 511; de l'autre côté, au sud-ouest, par la rue St-Roch et l'autre partie du dit lot N° 511; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Ernest L. Denoncourt.

6. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières au nord-est de la rue Gervais, mesurant quarante-huit pieds et dix pouces de largeur sur la dite rue et de même largeur à la profondeur, sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds, mesure anglaise, et plus ou moins, faisant partie des lots numéros cent soixante-dix et cent soixante-onze (P. Nos 170 & 171) sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite cité des Trois-Rivières, borné comme suit: en front à la dite rue Gervais, en profondeur au terrain appartenant à Léopold Girard, ou représentants, joignant vers le nord au terrain appartenant à M. R. Senneville, et vers le sud à la partie du dit lot N° 170 appartenant à M. Lemerise, sans bâtisse, comme appartenant à M. Samuel Dezwereck.

7. Un emplacement situé du côté nord-est de la rue St-Roch, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite Cité, comme étant une partie du lot numéro cinq cent onze (P.511), borné en front, au sud-ouest, par la rue St-Roch; d'un côté au sud-est, par une partie dudit lot N° 511; à la profondeur, au nord-est, par l'autre partie du dit lot N° 511; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot N° 502 ou Marché à Foin, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à M. Ernest L. Denoncourt.

8. Un emplacement en la cité des Trois-Rivières, situé sur le côté sud-est de la rue St-Christophe, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-trois de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-63) au cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front par la dite rue St-Christophe, en profondeur à la ruelle ci-après mentionnée, du côté sud-ouest à la subdivision N° 1124-64, et de l'autre côté à la subdivision N° 1124-62, circonstances et dépendances, avec en plus le droit dans la ruelle portant le numéro quarante-huit de la dite subdivision officielle numéro onze cent vingt-quatre (1124-48) du dit cadastre, comme appartenant à M. Clément Campbell.

9. Un emplacement en la cité des Trois-Rivières, situé sur la rue Williams, connu et désigné sous le numéro cent trois de la subdivision officielle numéro onze cent vingt-trois (1123-103) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières, sans bâtisse, comme appartenant à M. Jos Bouransour.

Trois-Rivières, Hôtel de ville, le 1er mars 1944.

Le greffier de la Cité,  
GEORGES BEAUMIER.

5690-9-2-o

and without warranty of exact measurement, as belonging to Mr. Henri-Paul Dusseault.

5. An emplacement situate at the Northeast corner of Notre-Dame and St-Roch streets, in the City of Trois-Rivières, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said city, as being a part of lot number five hundred and eleven (Pt. 511), bounded in front, on the Southeast by Notre-Dame street; on one side to the Northeast by lot number five hundred and ten (510); in depth, on the Northwest, by lot No. 502, or Hay Market, and by a part of said lot No. 511; on the other side, on the Southwest, by St-Roch street and the other part of said lot No. 511; with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to Mr. Ernest L. Denoncourt.

6. An emplacement situate in the City of Trois-Rivières on the Northeast of Gervais street, measuring forty-eight feet and ten inches in width on the said street and the same width at the depth, by a depth of seventy-nine feet, English measure and more or less, forming part of lots numbers one hundred and seventy and one hundred and seventy-one (Pt. Nos. 170 & 171) on the official cadastral plan and in the book of reference for the said City of Trois-Rivières, bounded as follows: in front by the said Gervais street, in depth by the land belonging to Léopold Girard, or representatives, adjoining on the North the land belonging to Mr. R. Senneville, and on the South the part of said lot No. 170 belonging to Mr. Lemerise—without buildings, as belonging to Mr. Samuel Dezwereck.

7. An emplacement situate on the Northeast side of St-Roch street, in the City of Trois-Rivières, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said City, as being a part of lot number five hundred and eleven (Pt. 511), bounded in front, on the Southwest, by St-Roch street; on one side to the Southeast, by a part of said lot No. 511; at the depth, on the Northeast, by the other part of said lot No. 511; and on the other side, on the Northwest, by lot No. 502 or Hay Market, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to Mr. Ernest L. Denoncourt.

8.—An emplacement in the City of Trois-Rivières, situate on the Southeast side of St-Christophe street, measuring twenty-five feet in width by eighty feet in depth, the whole English measure, known and designated as being lot number sixty-three of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty-four (1124-63) of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front by said St-Christophe street, in depth by the lane hereinafter mentioned, on the Southwest side by subdivision No. 1124-64, and on the other side by subdivision No. 1124-62, circumstances and dependencies, with moreover right in the lane bearing number forty-eight of said official subdivision number eleven hundred and twenty-four (1124-48) of said cadastre, as belonging to Mr. Clément Campbell.

9. An emplacement in the City of Trois-Rivières, situate on Williams street, known and designated under number one hundred and three of the official subdivision number eleven hundred and twenty-three (1123-103) on the official cadastral plan and in the book of reference made for the City of Trois-Rivières—without buildings, as belonging to Mr. Jos. Bouransour.

Trois-Rivières, City Hall, March 1st, 1944.

GEORGES BEAUMIER,  
City Clerk.

5690-9-2

**VENTE PAR LES SHÉRIFS**

**SHERIFFS' SALE**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure—district d'Arthabaska.

Beauce, à savoir: } EDOUARD LACROIX, N° 18571 } marchand de Broughton, y faisant affaire seul sous la raison sociale de J.-B. Lacroix & Frères, demandeur; vs J. ALPHONSE BEATTIE, de Lemesurier, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La partie nord-ouest de chacun des lots 10A et 11A du 14ième rang du canton de Leeds. Bornée au nord-ouest par un chemin public entre le 13ième et le 14ième rangs dudit canton, au sud-est par la partie sud-est des mêmes lots appartenant à Josaphat Boulanger, contenant environ 125 acres, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Pierre de Broughton, comté de Mégantic, le ONZIÈME jour du mois d'AVRIL 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU, Arthabaska, 8 mars 1944. 5768-10-2-0 [Première publication, 11 mars 1944]

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Arthabaska.

Beauce, to wit: } EDOUARD LACROIX, No. 18571 } merchant of Broughton, there carrying on business alone under the firm name and style of J. B. Lacroix & Frères, plaintiff; vs J. ALPHONSE BEATTIE of Lemesurier, defendant.

As belonging to the defendant:

The Northwest part of each of lots 10A and 11A of the 14th-Range of the Township of Leeds. Bounded on the Northwest by a public road between the 13th and 14th ranges of the said township, on the Southeast by the Southeast part of the same lots belonging to Josaphat Boulanger, containing about 125 acres — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Pierre de Broughton, county of Mégantic, on the ELEV-ENTH day of the month of APRIL, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff. Arthabaska, March 8, 1944. 5768-10-2 [First publication, March 11, 1944]

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Numéro 803

Number 803

Québec, ce 9 mars, 1944.

Quebec, March 9, 1944.

Concernant des modifications au décret numéro 555, du 29 mars 1939, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province.

Concerning modifications of the decree number 555, of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the Province.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec a présenté au ministre du Travail une requête, approuvée par un certain nombre de manufacturiers et d'associations ouvrières, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 555, du 29 mars 1939, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has presented to the Minister of Labour a request, approved by a certain number of manufacturers and of labour unions, to modify the decree number 555, of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the Province;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 18 décembre 1943;

Whereas the said request has been published in the Quebec Official Gazette on December 18, 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection against its approval has been presented;

Attendu que le Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec a approuvé les modifications proposées et a ordonné aux employeurs concernés de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 29 février 1944;

Whereas the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of February 29, 1944, has approved the modifications requested and ordered every employer concerned to abide by them;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail, que ledit décret numéro 555 soit modifié de la façon suivante:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister *ad interim* of Labour, that the said decree number 555 be modified in the following manner:

1. Les opérations et taux suivants sont ajoutés à la liste des salaires minima pour les employés du sexe masculin, article II-a:

	Zone I	Zone II
"Opérateurs de machines Brightwood.....	.46	.43½
Fileurs de machines Brightwood....	.25	.23
Opérateurs de machines à renforts à quatre coins.....	.46	.43½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.....	.25	.23
Scie circulaire.....	.32	.30"

2. Les opérations et taux suivants sont ajoutés à la liste des salaires maxima pour les employés du sexe masculin, article II-a:

	Zone I	Zone II
"Opérateurs de machines Brightwood.....	.56	.53½
Fileurs de machines Brightwood....	.35	.33
Opérateurs de machines à renforts à quatre coins.....	.56	.53½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.....	.35	.33
Scie circulaire.....	.42	.40"

3. La clause concernant les apprentis, mentionnée dans la liste des salaires minima pour les employés du sexe masculin, article II-a, est radiée et remplacée par la suivante:

"Apprentis sur guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, machine Brightwood et machine à renforts à quatre coins."

4. Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"II.-b.—Le nombre des apprentis du sexe masculin ne doit pas dépasser 20% du nombre total des opérateurs au travail aux machines suivantes, marqueuse mitrailleuse, guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, machine Brightwood et machine à renforts à quatre coins. Le nombre des apprentis du sexe féminin ne doit pas dépasser 20% du total des opératrices au travail sur les machines suivantes: Machine S & S, machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuse filée à la main, ainsi que les préposées à l'attache."

5756-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 770

Québec, le 8 mars 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret numéro 522, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par l'Union nationale catholique des plombiers, inc., des Trois-Rivières, à l'effet de modifier le décret numéro 522, du 5 février 1940, et amen-

1. The following rates of wages and operations are added after the minimum wages for the male employees, section II-a:

	Zone I	Zone II
"Brightwood Machine operators....	.46	.43½
Brightwood Machine feeders.....	.25	.23
Four Corner Stayer operators.....	.46	.43½
Four Corner Stayer feeders.....	.25	.23
Circular Saw.....	.32	.30"

2. The following rates of wages and operations are added to the list of the maximum wages for the male employees, section II-a:

	Zone I	Zone II
"Brightwood Machine operators....	.56	.53½
Brightwood Machine feeders.....	.35	.33
Four Corner Stayer operators.....	.56	.53½
Four Corner Stayer feeders.....	.35	.33
Circular Saw.....	.42	.40"

3. The clause concerning apprentices, mentioned in the minimum wage list for male employees, section II-a, is stricken off and replaced by the following:

"Apprentices on knife, single and double end piece, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch, Brightwood machine, four corner stayer."

4. Subsection "b" of section II is replaced by the following:

"II.-b.—The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of operators at work on the following machines: Scoring machine, knife, single and double end piece, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch, Brightwood machine, Four corner stayer. The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators at work on the following machines: S & S machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand fed table gummers, as well as tiers."

5756-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 770

Quebec, March 8, 1944.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree number 522, of February 5, 1940, and amendments, relating to the pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by "L'Union nationale catholique des Plombiers, inc." of Trois-Rivières, to modify the decree number 522, of February 5, 1940, and amendments, relating

dements, relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 janvier 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil régional du travail a approuvé l'augmentation de salaire mentionnée dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 3 août 1943;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre intérimaire du Travail:—

Que ledit décret numéro 522 soit modifié de la façon suivante:—

Le paragraphe "f" suivant est ajouté à l'article III:—

"f.—Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 3 août 1943, tout les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers qu'il régit, une augmentation de \$0.05 l'heure en sus des taux actuellement payés auxdits salariés."

5755-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

to the pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on January 29, 1944;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board has approved the increase of wages mentioned in the said request by a decision taken at its meeting of August 3, 1943;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister *ad interim* of Labour:—

That the said decree number 522 be modified in the following manner:—

The following subsection "f" is added to section III:—

"f.—Pursuant to the decision rendered by the Regional War Labour Board for Quebec, dated August 3, 1943, each and every employer, governed by the present decree shall pay to all their employees of the trades to which the said decree applies an additional \$0.05 per hour over and above the basic wage rates actually paid to them."

5755-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 791

Québec, le 8 mars 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification à la formule de renseignements exigée en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies.

Attendu que, en vertu des dispositions de l'article 4 et du deuxième paragraphe de l'article 7 de la Loi des renseignements sur les compagnies, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de modifier la formule de renseignements exigée en vertu de l'article 4 de cette loi;

Attendu qu'il y a lieu d'insérer, à la suite de la question *t*), dans cette formule, comme question *tt*), la suivante, pour la version française: "*tt*) Désigner le ou les endroits où la compagnie maintient un ou des bureaux de transfert de ses actions", et, pour la version anglaise: "*tt*) Designate the locality or localities where the company maintains transfer office or offices for its shares";

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la Province:—

Qu'il soit autorisé à ajouter, à la formule précitée, la question *tt*) ci-dessus mentionnée, et ce, conformément aux dispositions de l'article 4 et du deuxième paragraphe de l'article 7 de la Loi des renseignements sur les compagnies.

5763-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 791

Quebec, March 8th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting an amendment to the wording of the information required in virtue of section 4 of the Companies Information Act.

Whereas, in virtue of the provisions of section 4 and of the second paragraph of section 7 of the Companies Information Act, the Lieutenant-Governor in Council may determine the amendment of the wording required in virtue of section 4 of the said Act;

Whereas it is expedient to insert, following question *t*) in this wording, as question *tt*) the following, for the French version: "*tt*) Désigner le ou les endroits où la compagnie maintient un ou des bureaux de transfert de ses actions", and, for the English version: "*tt*) Designate the locality or localities where the company maintains transfer office or offices for its shares";

It is ordained, therefore, upon recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:—

That he be authorized to add to the wording aforesaid, the question *tt*) hereinabove mentioned and such in conformity with the provisions of section 4 and of the second paragraph of section 7 of the Companies Information Act.

5763-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

## Département du Travail

## Department of Labour

## AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, que le Comité paritaire des Marchands de Magog, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3585, du 4 octobre 1940, et amendements, relatif aux établissements commerciaux de Magog:

1.—Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article IV:

"Nonobstant les dispositions précédentes, le samedi, la durée des heures de travail des boucheries, épiceries, boucheries-épiceries, ateliers de cordonniers et de selliers sera de 7.30 a.m. à 6.00 p.m."

2.—Que le paragraphe "b" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"b.—Dans les établissements commerciaux: cinquante-neuf heures et demie (59½). Cependant, dans les boucheries, les épiceries et les boucheries-épiceries, la semaine de travail sera de soixante-trois heures et demi (63½).

Pour fins de nettoyage, il sera permis de prolonger d'une heure la durée des heures de travail, le vendredi, et d'une demi-heure, le samedi, dans les boucheries et les épiceries-boucheries."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 11 mars, 1944. 5751-o

## AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire des employés municipaux de la ville de Jonquière, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3739, du 17 décembre 1943, a été abrogé et annulé à toutes fins que de droit par l'arrêté en conseil numéro 769, du 8 mars 1944.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 mars 1944. 5758-o

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 398, du 5 février 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 797 du 9 mars 1944.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 11 mars 1944. 5760-o

## NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Parity Committee of the Merchants of Magog, has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 3585, of October 4, 1940, and amendments, relating to the commercial establishments of Magog:

1.—That the following paragraph be added to subsection "a" of section IV:

"Notwithstanding the preceding provisions, the duration of working hours, on Saturday, in the butcher shops, the groceries, the butcher-grocer shops, the shoemaker and harness-maker shops shall be from 7.30 a.m. to 6.00 p.m."

2.—That subsection "b" of section VI be replaced by the following:

"b.—In the commercial establishments: fifty-nine hours and one half (59½). However, in butcher shops, groceries, butcher-grocer shops, the week work shall consist of sixty-three hours and one half (63½).

In butcher shops, and grocer-butcher shops, the duration of working hours may be increased by one hour on Friday, and by one half-hour on Saturday to permit the cleaning of the said shops."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, March 11, 1944. 5751-o

## NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister *ad interim* of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Municipal Employees of the Town of Jonquière, authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3739, of December 17, 1943, has been repealed, for all purposes of the law, by Order-in-Council number 769, of March 8, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, March 11, 1944. 5758-o

## NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister *ad interim* of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) that the constitution and by-laws of the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 398, of February 5, 1944, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 797, of March 9, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, March 11, 1944. 5760-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure dans la région de Québec (décret numéro 3746, du 16 octobre 1940, et amendements) lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

1.—Que les mots "et le jour de Noël", apparaissant au paragraphe "p" de l'article V, soient remplacés par les mots "le jour de Noël et le premier de l'An".

2.—Que l'article V soit modifié en y ajoutant le paragraphe "q" suivant:

"q.—Tout salarié aura droit à une semaine de vacances, salaire payé, après une année de travail dans le même établissement; cette semaine de vacances comprend sept jours consécutifs et pourra être donnée au temps choisi par l'employeur dans l'année suivant celle durant laquelle le droit aux vacances a été acquis; si la semaine de vacances n'a pas été accordée dans le délai mentionné ci-haut, le salarié aura alors droit à une semaine de salaire additionnelle calculée suivant le salaire de sa qualification ou son salaire actuel, s'il est supérieur, pour la semaine régulière de travail."

3.—Que le paragraphe "r" suivant soit ajouté à l'article V:

"r.—Aucun salarié assujetti au présent décret ne pourra travailler pour un autre employeur en dehors des heures régulières de travail s'il est requis de ce faire par l'employeur pour qui il travaille durant les heures régulières; le salarié qui contreviendra à cet article du décret sera passible de l'amende prévue pour quiconque viole un décret rendu obligatoire conformément à la Loi de la convention collective."

4.—Que le paragraphe 4 de l'article V-a soit remplacé par le suivant:

"4.—Pour l'avenir, l'indemnité de vie chère dont il est question au présent article, fixée à 3.8, devra être convertie en salaire et ajouté au salaire de base comme en faisant partie intégrale augmentant d'autant les salaires de base. Le nouveau taux de salaire de base établi en faisant l'addition des taux de salaire minima mentionnés au présent décret, ou du salaire payé à tout salarié, et de l'indemnité payable aux termes de l'article V-a dudit décret, seront pour l'avenir les taux de salaires minima payables suivant leur qualification aux salariés assujettis au présent décret et ne pourront être réduits pour chaque salarié individuellement en bas du salaire minimum ainsi établi."

Lorsque pour une période de travail donné un salarié travaille moins que 48 heures, on lui versera une partie de l'indemnité dans la proportion du nombre d'heures pendant laquelle il a travaillé."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 11 mars 1944.

5759-0

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister ad interim of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur industry in Quebec district (decree number 3746, of October 16, 1940, and amendments) have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

1.—That the words "and Christmas Day", mentioned in subsection "p" of section V, be replaced by the words "Christmas Day and New Year's Day".

2.—That section V be modified by adding to it the following subsection "q":

"q.—Every employee shall be entitled to a vacation of one week, with pay, after one year of service in the same establishment; such vacation shall comprise seven consecutive days and be given at a time satisfactory to the employer in the year following that during which the right to a vacation has been acquired; should the said vacation not be granted within the period above mentioned, the employee is then entitled to an additional week of pay calculated according to the wage rates of his qualification or to his actual rate, if higher than the rate of his qualification, for a regular work week."

3. That the following subsection "r" be added to section V:

"r.—Employees governed by the present decree shall not work for another employer, outside the regular hours of work, if required to do so by the employer for whom they work during the regular hours; the employees not abiding by this section of the decree shall be liable to the fine stipulated for anyone violating a decree rendered obligatory under the Collective Agreement Act."

4. That subsection 4 of section V-a be replaced by the following:

"4.—Henceforth, the cost of living bonus of 3.8 mentioned in the present section shall be converted into wages and be added to the basic wages and form integral part thereof. The new basic wage rate established by adding to the minimum wage rates mentioned in the present decree, or to the wages paid to the employees, the cost of living bonus payable under section V-a of the said decree shall, from now on, be the minimum wage rates payable, according to their qualification, to the employees governed by the present decree and shall not be reduced, i.e. the minimum so obtained in the case of any individual employee shall not be lowered."

For any pay period during which an employee is employed for less than 48 hours he shall be paid a part of the bonus equivalent to the proportion of the number of hours he actually worked."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, March 11, 1944.

5759-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

## NOTICE OF LEVY

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, établi en exécution du décret numéro 560, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 798, du 9 mars, 1944, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 14 mars 1944 au 14 mars 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire minimum fixé dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis, allocations.

## 2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le secrétaire du comité paritaire fera la perception des cotisations dues par les employeurs professionnels, les artisans et les salariés le ou vers le 30 de chaque mois.

## 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, pour la période comprise entre le 14 mars 1944 et le 14 mars 1945.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS DE  
ROUYN ET DE NORANDA

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 14 mars 1944 et le 14 mars 1945.

## Recettes:

Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels..	\$ 33.00
Salariés.....	42.00
Artisans.....	54.00
Divers.....	11.00

\$140.00

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister *ad interim* of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, formed under decree No. 560, of March 11, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 798, of March 9, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

## 1. Assessments

The period of levy shall extend from March 14, 1944, to March 14, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, bonuses and allocations.

## 2. Mode of collection

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The secretary of the Parity Committee shall collect the assessments owed by the professional employers, the artisans and the employees on or around the 30th of each month.

## 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1944 and March 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, for the period comprised between March 14, 1944, and March 14, 1945.

THE JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS OF ROUYN  
AND NORANDA

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 14, 1944 and March 14, 1945.

## Receipts:

Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 33.00
Employees.....	42.00
Artisans.....	54.00
Miscellaneous.....	11.00

\$ 140.00

<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire.....	96.00
Loyer, papeterie, timbres, téléphone.....	15.00
Frais légaux et autres.....	29.00
	\$140.00

<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary.....	96.00
Rent, stationery, stamps, telephone.....	15.00
Legal charges, etc.....	29.00
	\$ 140.00

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 11 mars, 1944. 5757-0

Department of Labour,  
Québec, March 11, 1944. 5757-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc., district de Québec, l'Association nationale et catholique des Commis quincailliers de Québec et l'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec inc., lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture de la cité de Québec:

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that "La Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc.", District of Québec, "L'Association nationale et catholique des Commis quincailliers de Québec" and "L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec inc.", have presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trades of the City of Québec:

1.—Que le paragraphe "j" de l'article II soit remplacé par le suivant:

1.—That subsection "j" of section II be replaced by the following:

"j.—Le terme "messenger" comprend et signifie tout employé (cf. paragraphe "b") exécutant le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger, exécutant des missives à l'extérieur du magasin et pouvant faire de l'ouvrage général à l'intérieur du magasin."

"j.—The term "messenger" means and includes any employee (cf. subsection "b") doing the work ordinarily known as that of the messenger, making errands outside the store and capable of doing general work inside the store."

2.—Que le paragraphe "k" de l'article II soit radié.

2.—That subsection "k" of section II be stricken off.

3.—Que les chiffres "7.30" apparaissant aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "b" de l'article III soient remplacés par les chiffres "8.00".

3.—That the time "7.30 a.m." mentioned in paragraphs "1" and "2" of subsection "b" of section III be replaced by "8.00 a.m."

4.—Que le paragraphe "d" de l'article III soit remplacé par le suivant:

4.—That subsection "d" of section III be replaced by the following:

"d.—L'horaire du temps des fêtes, c'est-à-dire la période durant laquelle "l'ouverture du soir" aura lieu, commencera le 18 décembre pour se continuer jusqu'au 23 décembre inclusivement, et, dans ce cas, l'employé régulier ne pourra réclamer aucune rémunération additionnelle en autant que l'établissement commercial ou l'entreprise privée où il travaille, sera ouvert au commerce et à la vente."

"d.—The holidays' period, that is, the period during which "evening work" shall take place, shall begin on December 18th and shall continue until December 23rd, inclusively and, in that case, the regular employee shall not be entitled to any additional remuneration for work performed on business hours, i.e. that time during which sales are made and the trade is carried on."

5.—Que le paragraphe "e" de l'article III soit remplacé par le suivant:

5.—That subsection "e" of section III be replaced by the following:

"e.—Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de fêtes chômées où les magasins seront fermés, tels que les fêtes religieuses d'obligation, le Vendredi-Saint jusqu'à 1.00 p.m. sans période de temps accordée pour le dîner, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le lendemain du premier de l'An; cependant, lorsque le lendemain du premier de l'An est un dimanche, le jour suivant doit être un jour chômé et rémunéré aux termes du présent décret."

"e.—Regular employees shall be paid on holidays (when stores are closed) such as religious holidays, Good Friday until 1.00 p.m., without lunch period, St-Jean Baptiste Day, Labour Day and the day after New Year's; however, when the day after New Year's falls on Sunday, no work shall be performed on the following day which shall be paid for according to the provisions of the present decree."

6.—Que les mots "Les vacances doivent être données entre le 1er juin et le 31 octobre." soient ajoutés au paragraphe "i" de l'article III.

6.—That the words "Vacations shall be given between June 1st and October 31st." be added to subsection "i" of section III.

7.—Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

7.—That section IV be replaced by the following:

"IV.—*Taux de salaires*:—Aux fins du présent décret, le salaire minimum pour la semaine régulière ou normale de travail de chaque établissement sera le suivant:"

<i>Occupation</i>	<i>Salaires hebdomadaire</i>
a.—Chef comptable.....	\$29.60
b.—Livreur.....	23.60
c.—Aide-livreur (moins de 21 ans).....	14.85
"    "    (21 ans et plus).....	17.20
d.—Messenger.....	7.10
f.—Teneur de livres:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.85
21 ans et plus.....	14.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.30
21 ans et plus.....	15.90
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.90
21 ans et plus.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.85
21 ans et plus.....	18.80
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35
Durant 6ème année.....	22.45
Durant 7ème année.....	24.55
Durant 8ème année.....	26.15
Durant 9ème année.....	27.70
g.—Commis à la vente et aux écritures des commandes:	
* Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	9.50
21 ans et plus.....	12.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	12.45
21 ans et plus.....	15.10
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.85
21 ans et plus.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.90
21 ans et plus.....	18.80
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35
Durant 6ème année.....	21.95
Durant 7ème année.....	23.50
Durant 8ème année.....	25.60
Durant 9ème année.....	27.70
h.—Commis des départements de réception, d'expédition, de déballage, de l'étiquetage des marchandises et d'entreposage:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.85
21 ans et plus.....	14.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.30
21 ans et plus.....	15.90
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.90
21 ans et plus.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.85
21 ans et plus.....	18.80
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35
Durant 6ème année.....	20.90
Durant 7ème année.....	21.40
Durant 8ème année.....	22.45
Durant 9ème année.....	23.50
i.—Commis aux commandes:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.85
21 ans et plus.....	14.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.30
21 ans et plus.....	15.90
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.90
21 ans et plus.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.85
21 ans et plus.....	18.80
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35
Durant 6ème année.....	21.40
Durant 7ème année.....	22.45
Durant 8ème année.....	24.05
Durant 9ème année.....	25.60

"IV.—*Wage rates*:—For the purpose of the present decree, the minimum wages for the regular or normal work week of each establishment shall be the following:

<i>Occupation</i>	<i>Weekly wages</i>
a.—Chief accountant.....	\$29.60
b.—Delivery man.....	23.60
c.—Delivery man's helper—under 21.....	14.85
"    "    —21 and over.....	17.20
d.—Messenger.....	7.10
f.—Book-keeper:	
First year: under 21.....	11.85
21 and over.....	14.60
Second year: under 21.....	13.30
21 and over.....	15.90
Third year: under 21.....	14.90
21 and over.....	17.20
Fourth year: under 21.....	16.85
21 and over.....	18.80
Fifth year: under 21.....	18.65
21 and over.....	20.35
Sixth year.....	22.45
Seventh year.....	24.55
Eighth year.....	26.15
Ninth year.....	27.70
g.—Clerk—selling and taking in orders:	
First year: under 21.....	9.50
21 and over.....	12.60
Second year: under 21.....	12.45
21 and over.....	15.10
Third year: under 21.....	14.85
21 and over.....	17.20
Fourth year: under 21.....	16.90
21 and over.....	18.80
Fifth year: under 21.....	18.65
21 and over.....	20.35
Sixth year.....	21.95
Seventh year.....	23.50
Eighth year.....	25.60
Ninth year.....	27.70
h.—Clerk in the following departments: Receiving, shipping, unpacking, goods labelling and storing:	
First year: under 21.....	11.85
21 and over.....	14.60
Second year: under 21.....	13.30
21 and over.....	15.90
Third year: under 21.....	14.90
21 and over.....	17.20
Fourth year: under 21.....	16.85
21 and over.....	18.80
Fifth year: under 21.....	18.65
21 and over.....	20.35
Sixth year.....	20.90
Seventh year.....	21.40
Eighth year.....	22.45
Ninth year.....	23.50
i.—Clerk—orders:	
First year: under 21.....	11.85
21 and over.....	14.60
Second year: under 21.....	13.30
21 and over.....	15.90
Third year: under 21.....	14.90
21 and over.....	17.20
Fourth year: under 21.....	16.85
21 and over.....	18.80
Fifth year: under 21.....	18.65
21 and over.....	20.35
Sixth year.....	21.40
Seventh year.....	22.45
Eighth year.....	24.05
Ninth year.....	25.60

*j.*—La moitié de tous les employés mentionnés aux paragraphes "f", "g", "h" et "i" du présent article devront recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective; les autres employés dans les mêmes catégories, après neuf (9) années de service, devront recevoir le salaire correspondant à la huitième année de service jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans cette moitié des employés qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie.

Toutefois, le salarié mentionné au paragraphe "a" du présent article participe à l'établissement du pourcentage des salariés mentionnés au paragraphe "f" du présent article.

*De l'heure*

*k.*—Commis supplémentaire . . . . . \$0.47  
*l.*—Commis surnuméraire . . . . . 0.30  
*m.*—Toute employée du sexe féminin . . . . . 0.21

*n.*—Les ouvriers de métier qualifiés exécutant de l'ouvrage général recevront un salaire hebdomadaire de \$27.60; les ouvriers non qualifiés recevront \$25.60.

*o.*—Les apprentis de métier seront rémunérés comme suit:

Première année . . . . . \$ 0.20 de l'heure  
 Deuxième année . . . . . 0.25 "  
 Troisième année . . . . . 0.30 "  
 Quatrième année . . . . . 0.35 "

*p.*—Le salaire d'un employé d'ouvrage général exécutant divers travaux de réparation, d'assemblage et d'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients, et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général" ou du préposé au service, sera le suivant:

*Par semaine*

Employé senior . . . . . \$23.60  
 Employé junior et garçon de magasin et d'ascenseur—moins de 21 ans . . . . . 9.50  
 21 ans et plus . . . . . 12.60

*q.*—Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit, exécutant ou non de l'ouvrage général, sera de \$20.45.

*r.*—L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret recevra le salaire établi pour la fonction ou charge la mieux rémunérée.

*s.*—Les salaires supérieurs actuellement payés aux employés visés par le présent décret ne devront pas être réduits après sa mise en vigueur.

*t.*—Travail supplémentaire:—La rémunération de tout travail supplémentaire, tel que déterminé au paragraphe "h" de l'article III, sera basée sur le taux horaire du salaire actuellement payé et établie de la façon suivante:

- i.*—Pour une semaine de cinquante-quatre (54) heures: salaire régulier;
- ii.*—Après cinquante-quatre (54) heures: salaire et demi;
- iii.*—Travail supplémentaire fait le dimanche: salaire double.

Ce travail supplémentaire sera rémunéré à compter de la fermeture de l'établissement et pour tout quart d'heure additionnel de travail commencé.

*u.*—L'employeur devra fournir l'uniforme du livreur, de l'aide-livreur et du garçon d'ascenseur, etc., si tel uniforme est exigé.

*j.*—Half of all the employees mentioned in subsections "f", "g", "h" and "i" of the present section shall receive the minimum wage rate of their respective category; the other employees in the same categories, after nine (9) years of service, shall receive a wage rate equivalent to that of this eighth year of service until a vacancy occurs in this half of employees receiving the maximum wage rate of their category.

However, the wage-earner referred to in subsection "a" of the present section shall be taken into consideration for the establishing of the percentage of wage-earners mentioned in subsection "f" of the present section.

*Per hour*

*k.*—Extra clerk . . . . . \$0.47  
*l.*—Supernumerary clerk . . . . . 0.30  
*m.*—Female employees . . . . . 0.21

*n.*—Skilled tradesmen performing general work shall receive a weekly wage rate of \$27.60; unqualified workers shall receive \$25.60.

*o.*—Trade apprentices shall receive the following wages:

First year . . . . . \$ 0.20 per hour  
 Second year . . . . . 0.25 "  
 Third year . . . . . 0.30 "  
 Fourth year . . . . . 0.35 "

*p.*—The wages of general employees performing various works such as repairing, assembling and installing merchandise, whether in the stores, warehouses or at the home of customers as well as doing general work or that of the service man, shall be the following:

*Per week*

Senior employee . . . . . \$23.60  
 Junior employee and store and elevator boy—under 21 . . . . . 9.50  
 21 and over . . . . . 12.60

*q.*—The weekly wages for night watchmen, performing general work or not, shall be \$20.45.

*r.*—The employee simultaneously performing more than one occupation or operation subject to the present decree shall receive the wages established for the highest paid occupation.

*s.*—Higher wages actually paid to the employees governed by the present decree shall not be reduced after its coming into force.

*t.*—Overtime work:—Remuneration for any overtime work, as determined in subsection "h" of section III, shall be based upon the hourly rate of the wages actually paid, and established in the following manner:

- i.*—For a fifty-four (54) hour week: regular wages;
- ii.*—In excess of fifty-four (54) hours: time and one half;
- iii.*—Overtime work on Sunday: double time.

This overtime work shall be paid from the closing time of the establishment and for any additional quarter-hour started.

*u.*—The employer shall supply uniforms for the delivery man, the delivery-man's helper, the elevator boy, etc., if such uniforms are required.

v.—Aux fins de compilation des pourcentages, on ne tiendra pas compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (membre de la famille, c'est-à-dire conjoint ou enfant, ascendants ou descendants).

w.—Tout employé à la vente qui est payé sur une base de commission devra recevoir chaque semaine une avance égale au minimum du salaire de sa classification; si un employé travaillait pour plus d'un employeur, chaque employeur devra déclarer au comité paritaire la proportion du salaire minimum auquel il est tenu sans quoi chacun des employeurs sera solidairement responsable pour le total du salaire dû chaque semaine au terme du présent décret."

8.—Que l'article VI-A soit remplacé par le suivant:

"VI-A.—Tout salarié qui, lors de l'entrée en vigueur des présents amendements sera payé un salaire plus élevé que les salaires mentionnés à l'article IV du présent décret, devra recevoir en plus de son salaire, \$2.15 pour égaliser les autres taux de salaire qui ont tous été augmentés de \$4.60; toutefois, cette augmentation ne s'appliquera qu'aux salariés qui ne recevaient pas avant le 15 février 1944 le plein boni de \$4.60 à titre d'indemnité de vie chère."

Cet avis annule et remplace l'avis de modification publié le 28 février 1944, concernant le décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 11 mars 1944. 5750-0

v.—For the purposes of compiling percentages, employees, member of the family of the employer or of his partners, shall not be considered (the term "member of the family" means husbands or wives, children, ascendants or descendants).

w.—Sales employees paid on a commission basis shall receive, each week, an advance equal to the minimum wages of his classification. Should an employee be employed by more than one employer, each employer shall declare to the Parity Committee the proportion of the minimum wages which he pays; otherwise, each one of the employers shall be jointly responsible for the total wages owed, each week, under the present decree."

8.—That section VI-A be replaced by the following:

"VI-A.—Every employee who, at the time of the coming into force of the present amendments, shall be paid a wage rate higher than the wages mentioned in section IV of the present decree, shall receive in excess of his wages \$2.15 to equal the other wage rates which have all been increased by \$4.60; however, such increase shall not apply to the employees who did not receive, before February 15, 1944, the full bonus of \$4.60 as a cost of living bonus."

This notice annuls and replaces that published on February 28, 1944, concerning the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 11, 1944. 5750-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la Construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 398, du 5 février 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 800, du 9 mars, 1944, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 11 mars 1944 au 31 décembre 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels régis par le décret numéro 398 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés régis par le décret numéro 398 sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel Minister *ad interim* of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, formed under decree No. 398, of February 5, 1944, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 800, of March 9, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

### 1. Assessments

The period of levy shall extend from March 11, 1944, to December 31, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the decree No. 398 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wage list, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the employees governed by the decree No. 398 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, pour la période expirant le 31 décembre 1944.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

Revenus et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mars, 1944, et le 31 décembre 1944.

Revenus probables:

Salaires devant être payés pendant cette période:	
\$8,500,000.00.	
Cotisation des employeurs professionnels, (½ de 1%).....	\$42,500.00
Cotisation des salariés (½ de 1%)...	42,500.00
	<u>\$85,000.00</u>

Dépenses probables:

Salaires du secrétaire et du personnel du bureau.....	\$13,200.00
Jetons de présence et dépenses des membres.....	14,300.00
Salaires des inspecteurs.....	30,600.00
Dépenses des inspecteurs.....	6,700.00
Loyer.....	1,950.00
Impressions et papeterie.....	800.00
Frais de poste et d'accise.....	1,200.00
Téléphone.....	520.00
Dépenses-Bureau des Examineurs.....	3,000.00
Assurance et taxe d'eau.....	100.00
Audition et frais légaux.....	6,500.00
Dépréciation—meubles et accessoires de bureau.....	400.00
Dépenses diverses.....	5,730.00
	<u>\$85,000.00</u>

Le sous-ministre du travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 11 mars 1944.

5761-0

2. Mode of collection

The professional employers shall remit every month to the Parity Committee the assessments which they are required to pay to the said Committee.

The professional employers shall retain from the wages of each one of their employees the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal by a professional employer, to pay or give the necessary information a notice shall be served upon him to fulfil his obligations towards the Parity Committee, within 5 days.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, for the period ending December 31, 1944.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE DISTRICT OF MONTREAL

Contemplated Income and Expenditure for the period from 1st March 1944 to 31st December 1944.

Estimated Income:

Wages expected to be paid during that period:	
\$8,500,000.00.	
Professional employers' assessments (½ of 1%).....	\$42,500.00
Employees' assessments (½ of 1%)..	42,500.00
	<u>\$85,000.00</u>

Estimated Expenditure:

Secretary and office personal salaries.....	\$13,200.00
Members attendance fees and expenses.....	14,300.00
Inspectors' wages.....	30,600.00
Inspectors' expenses.....	6,700.00
Rent.....	1,950.00
Printing and Stationery.....	800.00
Postage and excise stamps.....	1,200.00
Telephone.....	520.00
Fees, Board of Examiners.....	3,000.00
Insurance and water tax.....	100.00
Legal, audit and professional fees....	6,500.00
Depreciation, office furniture and fixtures.....	400.00
Miscellaneous expenses.....	5,730.00
	<u>\$85,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, March 11, 1944.

5761-0

## Commission Municipale de Québec

## Quebec Municipal Commission

## LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

## THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

## Règle de pratique N° 5

## Rule of Practice No. 5

(Adoptée par la Commission municipale de Québec en date du 8 mars 1944 et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil en date du 10 mars 1944.)

(Adopted by the Quebec Municipal Commission under date of March 8th, 1944, and approved by the Lieutenant-Governor in Council under date of March 10th, 1944).

CONSIDÉRANT que le paragraphe "b" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207) décrète que la procédure à suivre, lorsque des créanciers d'une municipalité en défaut désirent s'opposer à l'approbation d'un plan de réorganisation financière soumis par une telle municipalité, doit être établie par une règle de pratique de la Commission municipale de Québec ;

WHEREAS paragraph "b" of section 49 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207) enacts that the procedure to be followed when creditors of a municipality in default wish to oppose the approval of a plan of financial reorganization submitted by such a municipality, must be established by a rule of practice of the Quebec Municipal Commission ;

CONSIDÉRANT que le conseil de la cité de Montréal, par les articles 49 et 51 de son règlement numéro 1735, a autorisé le Comité exécutif de ladite cité à soumettre le plan de réorganisation financière contenu dans ledit règlement numéro 1735 aux créanciers de la cité, de la manière prévue à l'article 49, paragraphe "b", de la Loi de la Commission municipale de Québec et à la règle de pratique adoptée à cette fin ;

WHEREAS the Council of the city of Montreal has, by articles 49 and 51 of its By-law number 1735, authorized the Executive Committee of the said city to submit the plan of financial reorganization contained in the said By-law number 1735 to the city's creditors, in the manner contemplated in section 49, paragraph "b", of the Quebec Municipal Commission Act and in the rule of practice made for such purpose ;

CONSIDÉRANT que les titres de plusieurs des créanciers de la cité sont enregistrés dans les registres des agents de la cité à Londres, Angleterre, et qu'il est nécessaire, vu les conditions extraordinaires résultant de l'état de guerre actuel, de prescrire une procédure spéciale permettant aux créanciers dont les titres sont ainsi enregistrés à Londres d'exprimer leur opposition audit plan, s'ils le jugent à propos ;

WHEREAS the securities of several of the city's creditors are registered in the books of the city's agents in London, England, and it is necessary, owing to the unusual conditions occasioned by the present state of war, to lay down a special procedure to enable the creditors whose securities are so registered in London to express their opposition to the said plan if they see fit to do so ;

CONSIDÉRANT que la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, amendée par la règle de pratique numéro 4, tout en répondant aux besoins ordinaires des réorganisations effectuées jusqu'ici, ne contient pas de disposition permettant aux créanciers étrangers d'exprimer leur avis et qu'il est nécessaire d'adopter une règle de pratique qui ne servira que pour le plan de réorganisation financière de la cité de Montréal ;

WHEREAS Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission, as amended by Rule of Practice No. 4, while meeting the ordinary needs of the reorganizations hitherto effected, contains no provision to enable creditors abroad to express their opinions and it is necessary to adopt a rule of practice to serve only for the plan of financial reorganization of the city of Montreal ;

EN CONSÉQUENCE, il est décrété ce qui suit :

THEREFORE, it is enacted as follows :

1.—Le plan de réorganisation financière de la cité de Montréal, décrété par le règlement numéro 1735 de la cité, sera soumis par le Comité exécutif de la cité aux créanciers affectés par ledit plan, de la manière prévue ci-après.

1.—The plan of financial reorganization of the city of Montreal, as enacted by the city's By-law number 1735, shall be submitted by the Executive Committee of the city to the creditors affected by the said plan in the manner hereinafter provided.

2.—Les créanciers doivent être invités à assister à l'assemblée convoquée pour leur permettre de déclarer s'ils désirent s'opposer au plan de réorganisation financière soumis.

2.—The creditors shall be invited to attend the meeting called to enable them to declare whether they wish to oppose the plan of financial reorganization submitted.

L'assemblée sera tenue à l'endroit, à la date et à l'heure fixés par le Comité exécutif de la cité de Montréal.

The meeting shall be held on the day and at the place and hour fixed by the Executive Committee of the city of Montreal.

La date de l'ouverture de cette assemblée ne doit pas être plus rapprochée que trente jours ni plus éloignée que soixante jours de la publication de l'avis de convocation de l'assemblée dans la *Gazette officielle de Québec*.

The date of the said meeting shall not be earlier than thirty days nor later than sixty days after the publication of the notice calling the meeting in the *Quebec Official Gazette*.

Le Comité exécutif déterminera les endroits, les dates et les heures où se fera l'enregistrement des créanciers intéressés qui désirent voter lors de l'assemblée et seules les personnes ainsi enregistrées ou leur procureur auront le droit d'être présents à l'assemblée et d'y voter.

The Executive Committee shall fix the places, dates and hours for the registration of the interested creditors who wish to vote at the meeting and only the persons so registered or their proxy shall be entitled to be present and to vote thereat.

AVIS PRÉALABLES

PRELIMINARY NOTICES

3.—Le Comité exécutif publiera une fois dans la *Gazette officielle de Québec* un avis de convocation d'assemblée, et cet avis devra être conforme à la formule numéro 1 de la présente règle de pratique ou à toute autre formule approuvée par la Commission municipale de Québec.

Le Comité exécutif doit également adresser ou faire adresser, dans les quinze jours de la publication de l'avis de convocation dans la *Gazette officielle de Québec*, une copie de cet avis, et une copie du règlement numéro 1735 de la cité de Montréal, à tous les créanciers de ladite cité intéressés au plan et dont les noms et adresses sont inscrits dans les registres officiels de la cité tenus par elle ou par ses agents.

Ces documents doivent être transmis par courrier recommandé.

4.—Dans les quinze jours de la publication de l'avis de convocation dans la *Gazette officielle de Québec*, le même avis doit être publié une fois dans un journal français de chacune des cités de Québec et de Montréal, et une fois dans un journal anglais de chacune des cités de Québec, Montréal, Toronto, New-York et Londres.

5.—En outre, une copie du même avis et une copie du règlement numéro 1735 de la cité de Montréal doivent être transmises dans le même délai aux Bourses de Montréal, de Toronto, de New-York et de Londres, à l'Association des banquiers canadiens et à l'Association des courtiers en valeurs de placement (Investment Dealers Ass'n).

6.—Le Comité exécutif doit adresser ou faire adresser, par courrier recommandé, à toute personne qui en fait la demande, une copie des formules numéros 2A, 2B, 2C, 2D et 2E de la présente règle de pratique.

L'ASSEMBLÉE

7.—Le directeur-adjoint des services de la cité de Montréal agira comme secrétaire de l'assemblée des créanciers avec pouvoir de désigner une ou plusieurs personnes pour l'aider dans son travail et pour le remplacer en cas d'incapacité d'agir.

Avant l'assemblée, le secrétaire et ses aides devront, dans le délai fixé, procéder à l'enregistrement des créanciers autorisés à voter et lors de l'assemblée, s'il y a vote, ils devront enregistrer les noms desdits créanciers désirant s'opposer au plan de réorganisation financière.

Lors du vote à l'assemblée, le secrétaire est autorisé à considérer comme réguliers et à enregistrer en bloc les votes donnés à l'encontre dudit plan et dont il aura été informé par un ou plusieurs rapports que lui aura transmis par cablogramme ou sans-fil le principal bureau à Londres, Angleterre, de la Banque de Montréal.

Aux fins ci-dessus, il suffira que le message par cablogramme ou sans-fil mentionne le montant total des créances détenues par les créanciers qui ont déclaré s'opposer audit plan.

Une copie conforme du registre tenu par le principal bureau à Londres de la Banque de Montréal devra être transmise sans délai au secrétaire de l'assemblée et fera partie des archives de l'assemblée.

8.—Les créanciers affectés par le plan de réorganisation financière de la cité de Montréal exposé dans le règlement numéro 1735 de la cité, savoir :

3.—The Executive Committee shall publish a notice calling the meeting once in the *Quebec Official Gazette*, such notice to be in accordance with Form No. 1 of this rule of practice or any other form approved by the Quebec Municipal Commission.

The Executive Committee must also send or cause to be sent, within fifteen days from the publication of the notice calling the meeting in the *Quebec Official Gazette*, a copy of such notice and a copy of By-law number 1735 of the city of Montreal to all creditors of the said city interested in the plan and whose names and addresses are entered in the official registers of the city kept by it or by its agents.

These documents must be sent by registered mail.

4.—Within fifteen days from the publication of the notice calling the meeting in the *Quebec Official Gazette*, the same notice must be published once in a French newspaper in each of the cities of Quebec and Montreal and once in an English newspaper in each of the cities of Quebec, Montreal, Toronto, New York and London.

5.—Moreover, a copy of such notice and a copy of By-law number 1735 of the city of Montreal must, within the same delay, be transmitted to the Montreal, Toronto, New York and London stock exchanges, to the Canadian Bankers Association and to the Investment Dealers Association.

6.—The Executive Committee shall send or cause to be sent, by registered mail, to any person applying therefor, a copy of Forms Nos. 2A, 2B, 2C, 2D and 2E of this rule of practice.

THE MEETING

7.—The assistant director of Departments of the city of Montreal shall act as secretary of the creditors' meeting with power to name one or more persons to help him in his work and to replace him if he should be unable to act.

Before the meeting and within the delay fixed, the secretary and his assistants shall register the creditors entitled to vote and, at the meeting, if a vote is taken, they shall record the names of those of the said creditors who wish to oppose the plan of financial reorganization.

When a vote is taken at the meeting, the secretary is authorized to consider as regular and to record as a whole any votes against the said plan of which he has been informed by one or more reports transmitted to him, by cable or by wireless, by the principal office of the Bank of Montreal in London, England.

For the above purposes, it shall be sufficient for the cable or wireless message to mention the total amount of the claims held by the creditors who have declared themselves opposed to the said plan.

A true copy of the register kept by the principal London office of the Bank of Montreal must be transmitted to the secretary of the meeting without delay and shall form part of the records of the meeting.

8.—The creditors affected by the plan of financial reorganization of the city of Montreal as laid down in By-law 1735 of the city, namely:

A) les détenteurs des titres émis par la cité et par toute corporation municipale annexée à la cité et dont la dette a été assumée par cette dernière, excepté: a) les débetures permanentes émises à Londres le 1er novembre 1888 au montant de £840,000.0.0 (\$4,088,000.00) et le 1er mai 1890 au montant de £600,000.0.0 (\$2,920,000.00), à un taux de 3% l'an; b) les titres échus avant le 15 mai 1940 qui n'ont pas été présentés pour paiement et les titres en séries échus ou à échoir entre le 15 mai 1940 et le 1er mai 1944 inclusivement qui n'ont pas été présentés pour paiement, sauf cependant les obligations en séries qui sont échues le 15 octobre 1943; c) les titres dont l'émission est autorisée par les règlements numéros 1635 et 1660;

B) les détenteurs de bons du trésor de la cité; qui désirent être présents en personne ou être représentés par procureur, et voter à l'assemblée des créanciers, ou qui désirent faire enregistrer leur vote à l'encontre dudit plan sans être présents à l'assemblée, doivent, pour les fins de l'assemblée, se faire enregistrer comme suit :

a) dans les registres du secrétaire de l'assemblée, entre neuf heures a.m. et cinq heures p.m. les jours qui seront fixés par le Comité exécutif de la cité de Montréal, à l'hôtel de ville de ladite cité (grand hall d'honneur); ou

b) dans les registres du principal bureau à Londres de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, durant les heures ordinaires de bureau les jours qui seront fixés par le Comité exécutif de la cité de Montréal.

Et, à cette fin, les créanciers doivent procéder de la façon suivante:

1. Le détenteur de rentes inscrites ou autres titres enregistrés quant au principal dans les registres de la cité de Montréal, à Montréal, doit remplir et transmettre, de manière à ce qu'elle soit entre les mains du secrétaire de l'assemblée, à l'hôtel de ville de Montréal, au plus tard le jour fixé par le Comité exécutif de la cité de Montréal une demande d'enregistrement et en outre, à moins que l'intéressé n'ait l'intention d'être présent en personne à l'assemblée, une procuration ou des instructions sur la manière dont il désire que son vote soit enregistré.

Le secrétaire de l'assemblée émettra à tout détenteur ayant manifesté son intention d'être présent en personne à l'assemblée ou d'y être représenté par procureur, un certificat de votation (formule N° 3) qui devra être en sa possession ou en celle de son procureur lors de l'assemblée.

2. Le détenteur de rentes inscrites ou autres titres enregistrés dans les registres de la Banque de Montréal, à Londres, Angleterre, doit remplir et transmettre, de manière à ce qu'elle soit entre les mains de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, au plus tard le jour fixé par le Comité exécutif de la cité de Montréal une demande d'enregistrement et en outre, à moins que l'intéressé n'ait l'intention d'être présent en personne à l'assemblée, une procuration ou des instructions sur la manière dont il désire que son vote soit enregistré.

Ladite banque émettra à tout détenteur ayant manifesté son intention d'être présent en personne à l'assemblée ou d'y être représenté par procureur, un certificat de votation (formule N° 3) que lui-même ou son procureur devra avoir en sa possession lors de l'assemblée.

3. Le détenteur de titres au porteur, ou de bons du trésor négociables par endossement, doit remplir et transmettre au secrétaire de l'assemblée, à l'hôtel de ville de Montréal, ou à la

A) the holders of securities issued by the city and by any municipal corporation annexed to the city whose debt has been assumed by the latter, except: a) the permanent stock issued in London, on 1st November 1888, to the amount of £840,000.0.0 (\$4,088,000.00), and on 1st May 1890, to the amount of £600,000.0.0 (\$2,920,000.00), at a rate of 3% per annum; b) the securities matured before 15th May, 1940 which have not been presented for payment and the serial bonds matured or to mature between 15th May 1940 and 1st May 1944 inclusively which have not been presented for payment, excepting however the serial bonds matured on 15th October 1943; c) the securities authorized to be issued under By-laws numbers 1635 and 1660;

B) the holders of treasury bills of the city; who wish to be present in person or by proxy and to vote at the meeting of creditors, or who wish to have their votes against the said plan recorded without attending the meeting, must be registered for the purposes of the meeting, either

a) in the registers of the secretary of the meeting, between the hours of nine A.M. and five P.M. on the dates to be fixed by the Executive Committee of the city of Montreal at the city hall of the said city (Hall of Honour); or

b) in the registers of the principal London office of the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, during ordinary office hours on the days to be fixed by the Executive Committee of the city of Montreal.

And, for such purpose, creditors must proceed in the following manner:

1. Every holder of inscribed stock or other securities registered as to principal in the registers of the city of Montreal at Montreal must complete and despatch, so as to reach the secretary of the meeting at the Montreal city hall not later than the day fixed by the Executive Committee of the city of Montreal, an application for registration and also, unless he intends to be present in person at the meeting, a proxy or instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The secretary of the meeting shall issue to every holder who has signified his intention to be present in person or by proxy at the meeting a voting certificate (Form No. 3), which he or his proxy must have with him at the meeting.

2. Every holder of inscribed stock or other securities registered in the books of the Bank of Montreal at London, England, must complete and despatch, so as to reach the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, not later than the day fixed by the Executive Committee of the city of Montreal, an application for registration and also, unless he intends to be present in person at the meeting, a proxy or instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The said bank shall issue to every holder who has signified his intention to be present in person or by proxy at the meeting a voting certificate (Form No. 3) which he or his proxy must have with him at the meeting.

3. Every holder of bearer securities or treasury bills negotiable by endorsement must complete and despatch to the secretary of the meeting at the Montreal city hall, or to the Bank of Mont-

Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, de manière à ce que le tout soit entre leurs mains au plus tard le jour fixé suivant le cas par le Comité exécutif de la cité de Montréal :

1° un certificat de dépôt de tels titres au porteur ou de tels bons du trésor, ledit certificat de dépôt dûment signé par une banque, une compagnie de fiduciaire ou autre dépositaire acceptable par le secrétaire de l'assemblée ou par ledit bureau à Londres de la Banque de Montréal;

2° une demande d'enregistrement;

3° à moins que la personne intéressée n'ait l'intention d'être présente à l'assemblée, une procuration ou ses instructions sur la manière dont elle désire que son vote soit enregistré.

Le secrétaire de l'assemblée ou la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, selon le cas, émettra en faveur de tel détenteur désirant être présent en personne à l'assemblée ou y être représenté par procureur, un certificat de votation (formule N° 3) que lui-même ou son procureur devra avoir en sa possession lors de l'assemblée.

Les résidents du Royaume-Uni qui sont détenteurs de titres au porteur qui ont été remis à la Banque d'Angleterre, conformément aux règlements édictés en vertu des "British Defence (Finance) Regulations, 1939", et qui sont en dépôt au "United Kingdom Security Deposit, Montreal", doivent obtenir un certificat de dépôt de la banque ou du membre du "London Stock Exchange" par l'entremise duquel les titres ont été ainsi déposés.

Tous les titres ainsi déposés seront détenus jusqu'à dix heures a.m. le jour fixé pour l'ouverture de l'assemblée des créanciers et seront ensuite remis aux personnes qui les auront déposés sous réserve, cependant, dans le cas des résidents du Royaume-Uni, des "British Defence (Finance) Regulations, 1939" ou de tous autres règlements s'y rapportant adoptés subséquemment.

Le détenteur d'un certificat de dépôt, avant de le transmettre à qui de droit, doit en détacher et conserver le reçu constatant tel dépôt afin de pouvoir obtenir le retour de ses titres après dix heures a.m. le jour fixé pour l'ouverture de l'assemblée.

Les registres tenus par la cité de Montréal, à Montréal, et par la Banque de Montréal, à Londres, Angleterre, dans le but d'établir le transfert et la propriété des titres, devront être fermés pendant le délai qui sera fixé par le Comité exécutif de la cité de Montréal.

Les formules de certificat de dépôt (2A), de reçu de dépôt (2B), de demande d'enregistrement (2C), de procuration (2D) et d'instructions pour voter (2E) doivent être conformes aux formules de la présente règle de pratique ou à toute autre formule équivalente approuvée par le secrétaire de l'assemblée ou par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre.

Une copie de ces formules ainsi qu'une copie du plan de réorganisation financière pourront être obtenues sur demande adressée au secrétaire de l'assemblée ou à la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre.

La formule d'instructions concernant le vote doit être employée par les seuls créanciers qui désirent que leur vote soit enregistré à l'encontre du plan sans assister en personne à l'assemblée ou sans y être représentés par procureur.

Dans le cas de détenteurs conjoints, les formules de demande d'enregistrement, de procu-

real, 47 Threadneedle Street, London England, so that the whole shall be received not later than the date fixed in each case by the Executive Committee of the city of Montreal:

1° a certificate of deposit of such bearer securities or treasury bills, such certificate of deposit being signed by a bank, trust company or other depository satisfactory to the secretary of the meeting or to the said London office of the Bank of Montreal;

2° an application for registration;

3° and, unless he intends to be present at the meeting, a proxy or his instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The secretary of the meeting, or the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, as the case may be, shall issue, to any such holder wishing to be present in person or by proxy at the meeting, a voting certificate (Form No. 3) which he or his proxy must have with him at the meeting.

Residents of the United Kingdom who are holders of bearer securities which were delivered to the Bank of England, in accordance with regulations made under the British Defence (Finance) Regulations, 1939, and which are deposited in the United Kingdom Security Deposit, Montreal, must obtain a certificate of deposit from the bank or member of the London Stock Exchange through which or through whom the securities were so deposited.

All securities so deposited shall be held until 10 o'clock A.M. on the day fixed for the meeting of creditors and shall then be returned to those who deposited them subject, however, in the case of residents of the United Kingdom, to the British Defence (Finance) Regulations, 1939, or any other regulations subsequently adopted and relating thereto.

The holder of a certificate of deposit, before transmitting it to the person entitled thereto, shall detach therefrom and retain the receipt establishing such deposit, so that he may be able to redeem his securities after ten o'clock A.M. on the day fixed for the meeting.

The registers kept by the city of Montreal in Montreal, and by the Bank of Montreal in London, England, for the purpose of establishing the transfer and ownership of securities, shall be closed during the period to be fixed by the Executive Committee of the city of Montreal.

Forms of certificate of deposit (2A), deposit receipt (2B), application for registration (2C), proxy (2D) and voting instructions (2E) shall be in accordance with the forms of this rule of practice or such other equivalent form as may be approved by the secretary of the meeting or by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England.

A copy of such forms and of the plan of financial reorganization may be obtained on application to the secretary of the meeting or to the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England.

The form of instructions for voting is to be used only by those creditors who wish to have their votes recorded against the plan without attending the meeting in person or by proxy.

In the case of joint holders, the forms of application for registration, proxy or voting instruc-

ration ou d'instructions pour voter, seront suffisantes et régulières si elles sont signées et remplies par le premier nommé des détenteurs conjoints.

9.—L'assemblée sera présidée par une personne désignée par la Commission municipale de Québec.

10.—Le président de l'assemblée doit soumettre à l'assemblée une copie conforme du plan de réorganisation financière, tel qu'il est exposé dans le règlement numéro 1735 de la cité de Montréal, et s'il en est requis par un créancier présent, il doit lire ou faire lire ledit plan. Il doit informer de plus les personnes présentes à l'assemblée du montant total de la dette affectée par le plan, tel qu'il est établi par un certificat dûment signé par le directeur des finances de la cité de Montréal qui doit être produit à l'assemblée.

11.—Le président de l'assemblée maintient l'ordre, et les créanciers présents doivent obtenir son autorisation préalable s'ils désirent prendre la parole.

Les décisions du président sont finales et sans appel.

12.—L'assemblée ne sera ajournée à une autre heure du même jour ou à un jour subséquent, et cela autant de fois que nécessaire, qu'à la suite d'une décision du président de l'assemblée, cette décision étant finale et sans appel.

13.—Le président de l'assemblée doit informer les personnes présentes que seuls les créanciers dûment enregistrés dans les registres tenus à cet effet auront le droit de voter et que seuls les votes à l'encontre du plan peuvent être donnés et enregistrés dans un ou plusieurs registres tenus par le secrétaire et ses assistants.

14.—Le résultat du vote doit être constaté par un certificat signé par le secrétaire qui doit en donner lecture à l'assemblée.

15.—Le secrétaire de l'assemblée doit transmettre à la Commission municipale de Québec un procès-verbal de l'assemblée ainsi qu'un certificat du résultat du vote.

Les registres et autres documents ayant servi aux fins de l'assemblée et à sa convocation devront être conservés dans les archives de la cité de Montréal.

#### AVIS SUBSÉQUENTS

16.—Le plan de réorganisation financière soumis à l'assemblée est considéré comme ayant reçu l'approbation des créanciers intéressés audit plan à moins que certains d'entre eux détenant des créances représentant au moins 33 $\frac{1}{3}$ % de la dette totale affectée par ce plan n'aient voté à l'encontre dudit plan de la manière prévue ci-dessus.

17.—Lorsque le plan de réorganisation financière aura été ratifié et confirmé par la Commission municipale de Québec, le Comité exécutif de la cité de Montréal devra donner un avis à cet effet en y indiquant la procédure que devront suivre les parties intéressées pour donner suite au plan ainsi adopté.

18.—Cet avis devra être publié de la même façon que les avis de convocation de l'assemblée et il devra être transmis par courrier recommandé aux mêmes personnes.

19.—Si le plan de réorganisation financière soumis devient inopérant, par suite du vote négatif de créanciers représentant le montant requis, le Comité exécutif de la cité de Mont-

tions shall be sufficient and regular, if signed and completed by the first named joint holder.

9.—The meeting shall be presided over by a person appointed by the Quebec Municipal Commission.

10.—The chairman of the meeting shall submit to the meeting a certified copy of the plan of financial reorganization, as set forth in By-law No. 1735 of the city of Montreal, and, if requested by any creditor present, he shall read the said plan or have it read. He shall also inform those present at the meeting of the total amount of the debt affected by the plan, as established by a certificate, duly signed by the director of finance of the city of Montreal, which must be produced at the meeting.

11.—The chairman of the meeting shall maintain order and the creditors present must first obtain his authorization if they wish to speak.

The decisions of the chairman shall be final and without appeal.

12.—The meeting may be adjourned, as often as necessary, to another hour of the same day or to a subsequent day but only upon the decision of the chairman of the meeting, such decision being final and without appeal.

13.—The chairman of the meeting shall inform the persons present that only the creditors duly registered in the registers kept for such purpose will be entitled to vote and only votes against the plan may be given and recorded in the register or registers kept by the secretary and his assistants.

14.—The result of the voting must be verified by a certificate signed by the secretary, who shall read it at the meeting.

15.—The secretary of the meeting shall transmit to the Quebec Municipal Commission the minutes of the meeting and a certificate of the result of the voting.

The registers and other documents used for the meeting and for the calling thereof shall be preserved in the archives of the city of Montreal.

#### SUBSEQUENT NOTICES

16.—The plan of financial reorganization submitted to the meeting shall be considered as having been approved by the creditors interested in the said plan unless creditors holding claims representing at least 33 $\frac{1}{3}$ % of the total debt affected by such plan have voted against the said plan in the manner provided above.

17.—When the plan of financial reorganization has been ratified and confirmed by the Quebec Municipal Commission, the Executive Committee of the city of Montreal shall give a notice to that effect indicating therein the procedure to be followed by the parties to carry out the plan so adopted.

18.—Such notice shall be published in the same manner as the notices calling the meeting and shall be sent by registered mail to the same persons.

19.—If the plan of financial reorganization submitted becomes inoperative as the result of a negative vote of creditors representing the amount required, the Executive Committee of

réal devra, dans les trente jours de la date de l'assemblée, donner un avis à cet effet. Cet avis devra être publié de la même façon que les avis de convocation d'assemblée et il devra être transmis par courrier recommandé aux mêmes personnes.

ENTRÉE EN VIGUEUR

20.—Les présentes dispositions seront connues sous le titre de règle de pratique N° 5 de la Commission municipale de Québec.

21.—Ladite règle de pratique N° 5 entrera en vigueur après son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et elle ne servira que pour les seules fins du règlement numéro 1735 de la cité de Montréal.

Formule 1

Dominion du Canada,  
Province de Québec,  
Cité de Montréal.

AVIS DE CONVOCATION

Aux créanciers de la cité de Montréal affectés par le plan de réorganisation financière de la cité exposé dans le règlement numéro 1735 de la cité, savoir:

A) les détenteurs des titres émis par la cité et par toute corporation municipale annexée à la cité et dont la dette a été assumée par cette dernière, excepté: a) les débetures permanentes émises à Londres le 1er novembre 1888 au montant de £ 840,000.0.0 (\$4,088,000.00) et le 1er mai 1890 au montant de £ 600,000.0.0 (\$2,920,000.00), à un taux de 3% l'an; b) les titres échus avant le 15 mai 1940 qui n'ont pas été présentés pour paiement et les titres en séries échus ou à échoir entre le 15 mai 1940 et le 1er mai 1944 inclusivement qui n'ont pas été présentés pour paiement, sauf cependant les obligations en séries qui sont échues le 15 octobre 1943; c) les titres dont l'émission est autorisée par les règlements numéros 1635 et 1660;

B) les détenteurs de bons du trésor de la cité.

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique N° 5 de la Commission municipale de Québec, que la cité de Montréal soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "b" de l'article 49 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 207), à ses créanciers ci-haut désignés un plan de réorganisation financière (règlement numéro 1735) lors d'une assemblée devant avoir lieu (indiquer l'endroit, la date et l'heure).

A MOINS QUE DES DÉTENTEURS DE CRÉANCES REPRÉSENTANT AU MOINS 33 $\frac{1}{3}$ % DE LA DETTE TOTALE AFFECTÉE PAR LEDIT PLAN N'AIENT VOTÉ A L'ENCONTRE, ce dernier entrera en vigueur et liera les parties quand la Commission municipale de Québec l'aura subséquemment ratifié et confirmé.

Le directeur des finances de la cité de Montréal a certifié, conformément à ladite règle de pratique numéro 5, que le montant total de la dette affecté par ledit plan est de \$.....

Les créanciers ci-haut désignés sont invités à être présents à ladite assemblée. CEPENDANT, VU LES DISPOSITIONS DE LA LOI, SI, À CETTE ASSEMBLÉE, LE PLAN SOUMIS DOIT FAIRE L'OBJET D'UN VOTE, SEULS LES CRÉANCIERS QUI DÉSIRENT VOTER A L'ENCONTRE POURRONT LE FAIRE. LES CRÉANCIERS QUI N'ASSISTENT PAS A L'ASSEMBLÉE OU QUI N'Y SONT PAS REPRÉSENTÉS PAR PROCU-

the city of Montreal, within thirty days from the date of the meeting, shall give a notice to that effect. Such notice shall be published in the same manner as the notices calling the meeting and shall be sent by registered mail to the same persons.

COMING INTO FORCE

20.—The present provisions shall be known as Rule of Practice No. 5 of the Quebec Municipal Commission.

21.—The said Rule of Practice No. 5 shall come into force after its approval by the Lieutenant-Governor in Council and on and from its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall serve only for the purpose of By-law number 1735 of the city of Montreal.

Form 1

Dominion of Canada,  
Province of Quebec,  
City of Montreal.

NOTICE OF CONVOCATION

To the creditors of the city of Montreal affected by the plan of financial reorganization of the city set forth in By-law number 1735 of the city, to wit:

A) the holders of securities issued by the city and by any municipal corporation annexed to the city whose debt has been assumed by the latter, except: a) the permanent stock issued in London on 1st November 1888, to the amount of £ 840,000.0.0 (\$4,088,000.00) and on 1st May 1890 to the amount of £ 600,000.0.0 (\$2,920,000.00), at a rate of 3% per annum; b) the securities matured before 15th May 1940 which have not been presented for payment and the serial bonds matured or to mature between 15th May 1940 and 1st May 1944 inclusively which have not been presented for payment, excepting however the serial bonds matured on 15th October 1943; c) the securities authorized to be issued under By-laws numbers 1635 and 1660;

B) the holders of treasury bills of the city.

NOTICE is hereby given, under Rule of Practice No. 5 of the Quebec Municipal Commission, that the city of Montreal will submit, in conformity with the provisions of paragraph "b" of section 49 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), to its above-described creditors, a plan of financial reorganization (By-law No. 1735) at a meeting to be held (state place, date and hour).

UNLESS HOLDERS OF CLAIMS REPRESENTING AT LEAST 33 $\frac{1}{3}$ % OF THE TOTAL DEBT AFFECTED BY THE SAID PLAN VOTE AGAINST IT, the plan will come into force and will bind the parties when subsequently ratified and confirmed by the Quebec Municipal Commission.

The director of finance of the city of Montreal has certified, in conformity with the said Rule of Practice No. 5, that the total amount of the debt affected by the said plan is \$.....

The above-described creditors are invited to attend the said meeting, BUT IN VIEW OF THE PROVISIONS OF THE ACT, IF, AT SUCH MEETING, THE PLAN SUBMITTED HAS TO BE VOTED UPON, ONLY THE CREDITORS WHO WISH TO VOTE AGAINST IT MAY VOTE, CREDITORS WHO DO NOT ATTEND THE MEETING OR ARE NOT REPRESENTED THEREAT BY PROXY WILL BE PRESUMED TO BE IN FAVOUR

REUR SONT PRÉSUMÉS FAVORABLES AU PLAN À MOINS QU'ILS N'AIENT AU PRÉALABLE DONNÉ INSTRUCTIONS D'ENREGISTRER LEUR VOTE À L'ENCONTRE DUDIT PLAN.

Les créanciers qui désirent être présents ou être représentés par un procureur aux fins de voter à ladite assemblée ou aux ajournements d'icelle, ou qui désirent enregistrer leur vote à l'encontre dudit plan, doivent pour les fins de l'assemblée s'enregistrer comme suit:

a) dans les registres du secrétaire de l'assemblée, entre 9 heures a.m. et 5 heures p.m. les (dates à être fixées par le Comité exécutif), à l'hôtel de ville de la cité de Montréal (grand hall d'honneur); ou

b) dans les registres du principal bureau à Londres de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, durant les heures ordinaires de bureau les (dates à être fixées par le Comité exécutif).

Et pour ces fins, les créanciers devront procéder de la manière suivante:

1.—Le détenteur de rentes inscrites ou autres titres enregistrés quant au principal dans les registres de la cité de Montréal, à Montréal, doit remplir et transmettre, de manière à ce qu'elle soit entre les mains du secrétaire de l'assemblée, à l'hôtel de ville de Montréal, au plus tard le (date à être fixée par le Comité exécutif) une demande d'enregistrement et en plus, à moins que l'intéressé n'ait l'intention d'être présent en personne à l'assemblée, une procuration ou ses instructions sur la manière dont il désire que son vote soit enregistré.

Le secrétaire de l'assemblée émettra à tout détenteur ayant manifesté son intention d'être présent en personne à l'assemblée ou d'y être représenté par procureur, un certificat de votation que lui-même ou son procureur devra avoir en sa possession lors de l'assemblée.

2.—Le détenteur de rentes inscrites ou autres titres enregistrés dans les registres de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, doit remplir et transmettre, de manière à ce qu'elle soit entre les mains de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, au plus tard le (date à être fixée par le Comité exécutif) une demande d'enregistrement et en plus, à moins que l'intéressé n'ait l'intention d'être présent en personne à l'assemblée, une procuration ou ses instructions sur la manière dont il désire que son vote soit enregistré.

Ladite banque émettra à tout tel détenteur ayant manifesté son intention d'être présent en personne à l'assemblée ou d'y être représenté par procureur, un certificat de votation que lui-même ou son procureur devra avoir en sa possession lors de l'assemblée.

3.—Le détenteur de titres au porteur, ou de bons du trésor négociables par endossement, doit remplir et transmettre au secrétaire de l'assemblée, à l'hôtel de ville de Montréal, de manière à ce que le tout soit entre ses mains au plus tard le (date à être fixée par le Comité exécutif); ou à la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, de manière à ce que le tout soit entre ses mains au plus tard le (date à être fixée par le Comité exécutif):

1° un certificat de dépôt de tels titres au porteur ou de tels bons du trésor, ledit certificat de dépôt dûment signé par une banque, une compagnie de fiducie ou autre dépositaire acceptable par le secrétaire de l'assemblée ou par ledit bureau de la Banque de Montréal, selon le cas;

2° une demande d'enregistrement;

GIVEN INSTRUCTIONS TO RECORD THEIR VOTE AGAINST THE SAID PLAN.

Creditors who wish to be present or to be represented by proxy for the purpose of voting at the said meeting or any adjournment thereof, or who wish to record their votes against the said plan, must register for the purposes of the meeting as follows:

a) in the registers of the secretary of the meeting, between the hours of 9 A.M. and 5 P.M. on the (dates to be fixed by the Executive Committee), in the Hall of Honour in the City Hall of the city of Montreal; or

b) in the registers of the principal London office of the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, during ordinary office hours on the (dates to be fixed by the Executive Committee).

And, for such purposes, creditors must proceed in the following manner:

1.—Every holder of inscribed stock or other securities registered as to principal in the registers of the city of Montreal, at Montreal, must complete and despatch, so as to reach the secretary of the meeting, at the Montreal city hall, not later than (date to be fixed by the Executive Committee), an application for registration and also, unless he intends to be present in person at the meeting, a proxy or his instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The secretary of the meeting will issue to every holder who has signified his intention to be present in person or by proxy at the meeting a voting certificate which he or his proxy must have with him at the meeting.

2.—Every holder of inscribed stock or other securities registered in the books of the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, must complete and despatch, so as to reach the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, not later than the (date to be fixed by the Executive Committee), an application for registration and also, unless he intends to be present in person at the meeting, a proxy or his instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The said bank will issue, to every holder who has signified his intention to be present in person or by proxy at the meeting, a voting certificate which he or his proxy must have with him at the meeting.

3.—Every holder of bearer securities or treasury bills negotiable by endorsement must complete and despatch to the secretary of the meeting at the Montreal city hall, so that the whole will reach him not later than (date to be fixed by the Executive Committee), or to the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, so that the whole will reach it not later than (date to be fixed by the Executive Committee):

1° a certificate of deposit of such bearer securities or treasury bills, such certificate of deposit being duly signed by a bank, trust company or other depository satisfactory to the secretary of the meeting or to the said office of the Bank of Montreal, as the case may be;

2° an application for registration;

3° et de plus, (à moins que la personne intéressée n'ait l'intention d'être présente à l'assemblée) une procuration ou ses instructions sur la manière dont elle désire que son vote soit enregistré.

Le secrétaire de l'assemblée ou la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, selon le cas, émettra en faveur de tel détenteur désirant être présent en personne à l'assemblée ou y être représenté par procureur, un certificat de votation que lui-même ou son procureur devra avoir en sa possession lors de l'assemblée.

Les résidents du Royaume-Uni qui sont détenteurs de titres au porteur qui ont été remis à la Banque d'Angleterre, conformément aux règlements émis en vertu des "British Defence (Finance) Regulations, 1939" et qui sont en dépôt au "United Kingdom Security Deposit, Montreal", doivent obtenir un certificat de dépôt de la Banque ou du membre du "London Stock Exchange" par l'entremise duquel les titres ont été déposés.

Tous les titres ainsi déposés seront détenus jusqu'à 10 heures a.m. le jour fixé pour l'ouverture de l'assemblée des créanciers et seront ensuite remis aux personnes qui les auront déposés sous réserve, cependant, dans le cas des résidents du Royaume-Uni, des "British Defence (Finance) Regulations, 1939" ou de tous autres règlements s'y rapportant adoptés subséquemment.

Le détenteur d'un certificat de dépôt, avant de le transmettre à qui de droit, doit en détacher et conserver le reçu constatant tel dépôt afin de pouvoir obtenir le retour de ses titres après 10 heures a.m. le jour fixé pour l'ouverture de l'assemblée.

Les registres tenus par la cité de Montréal, à Montréal, et par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, dans le but d'établir le transfert et la propriété des titres, devront être fermés à partir de 3 heures p.m. le                    jusqu'à 10 heures a.m. le                    (dates à être fixées par le Comité exécutif).

Les formules de certificat de dépôt, de demande d'enregistrement, de procuration et d'instructions pour voter doivent être conformes aux formules ci-jointes ou à toute autre formule équivalente approuvée par le secrétaire de l'assemblée ou par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre.

La formule d'instructions pour voter doit être remplie par les seuls créanciers qui désirent enregistrer leur vote à l'encontre du plan sans être présents en personne à l'assemblée ou sans y être représentés par procureur.

Un certificat de votation sera émis aux créanciers qui ont l'intention d'être présents en personne à l'assemblée ou y être représentés par procureur.

Des arrangements ont été faits pour que les votes des créanciers qui se sont enregistrés à la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, de la manière ci-haut décrétée, soient transmis à Montréal et enregistrés dans les registres de ladite assemblée.

Une copie du plan de réorganisation financière et des formules de certificat de dépôt, de demande d'enregistrement, de procuration et d'instructions pour voter peuvent être obtenues de la cité de Montréal, à Montréal, ou de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre.

Daté à Montréal ce                    jour d

1944.                    CITÉ DE MONTRÉAL

par:—

Greffier.

3° and (unless he intends to be present at the meeting) a proxy or his instructions as to how he wishes his vote to be recorded.

The secretary of the meeting or the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, as the case may be, will issue to any such holder wishing to be present at the meeting in person or by proxy, a voting certificate which he or his proxy must have with him at the meeting.

Residents of the United Kingdom who are holders of bearer securities which were delivered to the Bank of England in accordance with the regulations made under the British Defence (Finance) Regulations, 1939, and which are deposited in the United Kingdom Security Deposit, Montreal, must obtain a certificate of deposit from the bank or the member of the London Stock Exchange through which or through whom the securities were deposited.

All securities so deposited will be held until 10 o'clock A.M. on the day fixed for the meeting of creditors, and will then be returned to those who deposited them subject however, in the case of residents of the United Kingdom, to the British Defence (Finance) Regulations, 1939, or any other regulations subsequently adopted and relating thereto.

The holder of a certificate of deposit, before transmitting it to the person entitled thereto, must detach therefrom and retain the receipt establishing such deposit, so that he may be able to redeem his securities after ten o'clock A.M. on the day fixed for the meeting.

The registers kept by the city of Montreal in Montreal, and by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, for the purpose of establishing the transfer and ownership of securities, will be closed from 3 o'clock P.M. on the                    until 10 o'clock A.M. on the                    (dates to be fixed by the Executive Committee).

The forms of certificate of deposit, application for registration, proxy and voting instructions must be in conformity with the forms annexed hereto or with any other equivalent form approved by the secretary of the meeting or by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England.

The form of voting instructions is to be used only by those creditors who wish to record their votes against the plan without attending the meeting in person or by proxy.

Voting certificates will be issued to creditors intending to be present in person at the meeting or to be represented by proxy thereat.

Arrangements have been made to have the votes of the creditors who have registered at the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, in the manner indicated above, transmitted to Montreal and recorded in the registers of the said meeting.

Copies of the plan of financial reorganization and of the forms of certificate of deposit, application for registration, proxy and voting instructions may be obtained from the city of Montreal, at Montreal, or from the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England.

Dated at Montreal, this                    day of

1944.                    CITY OF MONTREAL

per:—

City Clerk.

CITÉ DE MONTRÉAL

Assemblée des créanciers, le.....

CERTIFICAT DE DÉPÔT

(Pour être employé seulement par les détenteurs d'obligations au porteur et de bons du trésor. Ce certificat de dépôt ne peut être transféré ou cédé).

Ceci est pour certifier que....., a déposé entre les mains du soussigné les titres ci-après décrits de la cité de Montréal ou des municipalités y annexées, pour les fins de l'assemblée des créanciers de ladite cité de Montréal à être tenue le..... jour d.....

Ces titres seront détenus par le soussigné jusqu'à dix heures a.m. le.....

Description	Date	Échéance	Taux	Série: lettre et numéro	Cou-pures	Valeur nominale	
						Sterling	Dollar

	£	\$
Livres converties en dollars à \$4.86 $\frac{1}{2}$		\$
Total		\$

Daté le.....  
 .....  
 Nom de la banque, société de fiducie, ou autre dépositaire.

Adresse du dépositaire:.....  
 ..... par:.....

NOTE:—Si l'espace ci-haut est insuffisant pour l'enregistrement des titres détenus, une liste complète peut y être annexée.

A l'usage exclusif des créanciers affectés par le plan, qui désirent être présents en personne à l'assemblée ou représentés par procureur, ou qui désirent enregistrer leur vote à l'encontre du plan sans assister à l'assemblée.

CITY OF MONTREAL

Meeting of Creditors to be held on.....

CERTIFICATE OF DEPOSIT

(To be used by holders of bearer securities and treasury bills only. This Certificate of Deposit cannot be transferred or assigned).

This is to certify that....., has deposited, with the undersigned, securities, as specified below, of the City of Montreal and annexed municipalities, for the purposes of the meeting of creditors of the said City of Montreal to be held on the..... day of.....

The securities will be held by the undersigned until 10.00 A.M. on the.....

Description	Date	Maturity	Interest Rate	Serial Letters & Numbers	Denomi-nations	Par Value	
						Sterling	Dollars

	£	\$
Pounds converted to dollars at \$4.86 $\frac{1}{2}$		\$
Total		\$

Dated.....  
 .....  
 (Name of bank, trust company, or other depository)

Depository's address:.....  
 ..... per:.....

NOTE:—If the above space is insufficient for listing the securities held, a complete list may be attached to it.

(To be used ONLY by creditors affected by the plan who wish to be present in person or by proxy at the meeting or who wish to have their votes against the plan recorded without attending the meeting.)



Formule 2C

Form 2C

CITÉ DE MONTRÉAL

Assemblée des créanciers, le.....

DEMANDE D'ENREGISTREMENT POUR LES FINS DE L'ASSEMBLÉE

Le soussigné, détenteur de titres de la cité de Montréal ou de municipalités y annexées, savoir:

*Titres enregistrés*

En argent canadien ou américain \$.....  
 En livres sterling converties en dollars à \$4.86 $\frac{2}{3}$  \$.....

*Titres au porteur ou bons du trésor*

Suivant le total apparaissant au certificat de dépôt (formule 2A) \$.....

Grand total: \$

CITY OF MONTREAL

Meeting of Creditors to be held on.....

APPLICATION FOR REGISTRATION FOR THE PURPOSES OF THE MEETING

The undersigned holder of securities of the city of Montreal or of municipalities annexed thereto, to wit:

*Registered Securities*

In Canadian or American currency \$.....  
 In pounds sterling converted to dollars at \$4.86 $\frac{2}{3}$  \$.....

*Bearer Securities or Treasury Bills*

As per total appearing in Certificate of Deposit (Form 2A) \$.....

Grand total: \$

vous demande de l'enregistrer pour les fins de l'assemblée des créanciers de ladite cité.

requests you to register <sup>him</sup><sub>her</sub> for the purposes of the meeting of creditors of the said city.

.....  
*Signature du détenteur.*

.....  
*Signature of Holder.*

.....  
*Adresse.*

.....  
*Address*

Date:.....

Date:.....

Témoin:.....

Witness:.....

NOTE:—Dans le cas de détenteurs conjoints, la signature du premier nommé des détenteurs conjoints sera suffisante. Si le détenteur est une corporation, la demande d'enregistrement doit être faite sous son sceau et sous la signature d'un officier dûment autorisé.

NOTE:—In the case of joint holders the signature of the first named holder shall be sufficient. If the holder is a corporation, the application for registration should be under its common seal and the signature of a duly authorized officer.

(Les détenteurs de titres enregistrés ou au porteur, ou de bons du trésor, qui désirent être autorisés à voter pour les fins de l'assemblée, doivent remplir la présente formule.)

(Holders of registered or of bearer securities or of treasury bills, who wish to be authorized to vote at the meeting must complete this form.)

Les détenteurs de titres au porteur ou de bons du trésor doivent la transmettre au secrétaire de l'assemblée à Montréal ou, s'ils sont des résidents du Royaume-Uni, à la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre.

Holders of bearer securities or treasury bills must transmit the form to the secretary of the meeting in Montreal or, if they are residents of the United Kingdom, to the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England.

Les détenteurs dont les titres sont enregistrés dans les registres de la cité à Montréal doivent la transmettre au secrétaire de l'assemblée à Montréal, et ceux dont les titres sont enregistrés dans les registres tenus par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, doivent la transmettre à ce dernier endroit.

Holders whose securities are registered in the registers of the city of Montreal must transmit it to the secretary of the meeting at Montreal and those whose securities are registered in the registers kept by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, must forward it to the latter place. Holders of securities of which some are registered in Montreal and some in London, must complete separate forms.)

Un détenteur de titres enregistrés en partie à Montréal et en partie à Londres doit remplir des formules distinctes.)

Formule 2D

Form 2D

CITÉ DE MONTRÉAL

Assemblée des créanciers, le.....

PROCURATION

(A être remplie par les seuls détenteurs qui désirent être représentés par un procureur lors de l'assemblée. Si cette procuration est remplie, la formule 2E ne doit pas être utilisée.)

CITY OF MONTREAL

Meeting of Creditors to be held on.....

PROXY

(To be completed by the holder only if he wishes to be represented at the meeting by proxy. If this proxy is completed, Form 2E must not be used.)

Le soussigné, détenteur de titres enregistrés ou de titres au porteur ou de bons du trésor pour un

The undersigned, being the holder of the registered and/or bearer securities and/or treas-

montant de \$....., tel qu'il est indiqué à la formule 2C, nomme et constitue..... ou à son défaut..... son procureur aux fins de le représenter à l'assemblée des créanciers de la cité de Montréal, à être tenue à Montréal le..... jour d..... ou à tout ajournement d'icelle et de voter et d'agir en son nom sur toute mesure soumise à l'assemblée ou à ses ajournements aussi effectivement que s'il y avait été présent personnellement.

Le soussigné ratifie et confirme, et accepte de ratifier et confirmer tous les actes de son procureur.

Daté  
.....  
Signature du détenteur.

Témoin: Adresse.

NOTE:—Dans le cas de détenteurs conjoints, la signature du premier nommé des détenteurs conjoints sera suffisante. Si le détenteur est une corporation, la procuration doit être faite sous son sceau et sous la signature d'un officier dûment autorisé.

ury bills for the amount of \$..... as shown ni Form 2C, hereby appoints and constitutes..... or failing him..... as proxy of the undersigned to represent him at the Meeting of Creditors of the City of Montreal to be held in Montreal on the..... day of..... and any adjournments thereof, and to vote and act in the name of the undersigned in all matters considered at the meeting or at any adjournment thereof, the whole as effectively as if the undersigned were personally present thereat.

The undersigned ratifies and confirms and agrees to ratify and confirm all that such proxy may do.

Dated.....  
.....  
Signature of Holder.

Witness: Address.

NOTE:—In the case of joint holders of securities the signature of the first named holder shall be sufficient. If the holder is a corporation, the proxy must be under its common seal and the signature of a duly authorized officer.

Formule 2E

CITÉ DE MONTRÉAL

Assemblée des créanciers, le.....

INSTRUCTIONS POUR VOTER

(Pour être remplie par un détenteur de titres enregistrés, de titres au porteur ou de bons du trésor, qui ne nomme pas de procureur et qui désire faire enregistrer son vote à l'encontre du plan, lors de l'assemblée, sans y être présent ou sans y être représenté par procureur.

A être expédiée au secrétaire de l'assemblée, hôtel de ville, Montréal. Cependant, les détenteurs de titres au porteur ou de bons du trésor qui sont résidents du Royaume-Uni ainsi que les détenteurs de titres enregistrés dans les registres tenus par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, doivent transmettre la présente formule à ce dernier endroit.

Si la présente formule 2E est remplie, la formule 2D ne doit pas être utilisée.)

Le soussigné, détenteur de titres de la cité de Montréal ou de municipalités y annexées pour un montant de \$....., tel qu'il est indiqué à la formule 2C, donne instructions d'enregistrer son vote à l'encontre du plan de réorganisation financière qui sera soumis à l'assemblée des créanciers à être tenue à Montréal le..... jour d..... ou à ses ajournements.

Daté  
.....  
Signature du détenteur.

Adresse.

Témoin:.....

Form 2E

CITY OF MONTREAL

Meeting of Creditors to be held on.....

VOTING INSTRUCTIONS

(To be completed by any holder of registered securities, bearer securities or treasury bills who has not appointed a proxy but who wishes to have his vote against the plan recorded at the meeting without attending thereat in person or by proxy;

and to be addressed to the Secretary of the Meeting at the City Hall, Montreal. But holders of bearer securities or treasury bills residing in the United Kingdom, and holders of securities registered in the registers kept by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, should forward this form to the latter place.

If this Form 2E is completed, Form 2D should not be used.)

The undersigned, holder of securities of the city of Montreal or of municipalities annexed thereto, for an amount of \$....., as shown in Form 2C, instructs that his vote be recorded AGAINST the plan of financial reorganization to be submitted at the meeting of creditors to be held in Montreal on the..... day of....., or at any adjournment thereof.

Dated.....  
.....  
Signature of Holder.

Address.

Witness:.....

NOTE:—Dans le cas de détenteurs conjoints, la signature du premier nommé des détenteurs conjoints sera suffisante. Si le détenteur est une corporation, la présente formule doit être faite sous son sceau et sous la signature d'un officier dûment autorisé.

NOTE:—In the case of joint holders of securities the signature of the first named holder shall be sufficient. If the holder is a corporation, this form should be executed under its common seal and the signature of a duly authorized officer.

(Des arrangements ont été faits pour que les votes donnés à l'encontre du plan par le moyen de la présente formule et qui ont été déposés ou transmis en temps utile au bureau de la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre, soient comptés lors de l'assemblée des créanciers à être tenue à Montréal.)

(Arrangements have been made whereby votes given against the plan by means of this form and deposited or forwarded in due time to the office of the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England, will be recorded at the meeting of creditors to be held in Montreal.)

Formule 3

Form 3

CITÉ DE MONTRÉAL

CITY OF MONTREAL

Assemblée des créanciers, le .....

Meeting of Creditors to be held on .....

CERTIFICAT DE VOTATION

VOTING CERTIFICATE

(A être rempli par la Banque de Montréal, 47 rue Threadneedle, Londres, Angleterre  
ou  
par le secrétaire de l'assemblée ou un de ses assistants dûment autorisé.)

(To be filled in by the Bank of Montreal, 47 Threadneedle Street, London, England,  
or  
by the secretary of the meeting or one of his duly authorized assistants.)

Série..... Numéros.....

Series..... No.....

Ceci est pour certifier que .....  
de ..... est un créancier dûment enregistré pour les fins de l'assemblée des créanciers de la cité de Montréal à être tenue à Montréal le ..... jour d ..... à ..... heures a.m. ou aux ajournements d'icelle et que ledit créancier ou l'un de ses procureurs

This is to certify that .....  
of ..... is a duly registered creditor for the purposes of the meeting of creditors of the City of Montreal, to be held at Montreal on the ..... day of ..... at ..... o'clock A.M. and any adjournments thereof and that the said creditor or any one of his proxies

est autorisé, sur présentation de ce certificat, à être admis à ladite assemblée et à y voter.

is entitled, on presentation of this Certificate, to be admitted to and to vote at the said meeting.

Montant \$.....

Amount \$.....

Signature de la banque ou du secrétaire.

Signature of Bank or Secretary.

Date:.....

Date.....

Certifié vraie copie,

Certified true copy,

5747-o

Le secrétaire,  
CHARLES-A. COUILLARD.

5747

CHARLES A. COUILLARD,  
Secretary.

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 21 février 1944, prolongeant jusqu'au premier avril 1944, la durée de l'ordonnance

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister *ad interim* of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by Minimum Wage Commission on February 21, 1944, extending until April 1, 1944, the duration of the General Ordinance number 4, of the said

générale numéro 4 de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 768 du 8 mars 1944. Commission, has been approved by Order in Council number 768, of March 8, 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 4, 1942

Ordinance No. 4, 1942

Ordonnance générale

General Ordinance

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 Prolongation de l'ordonnance N° 4, 1942: L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale adoptée le 17 février 1942, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publié dans la Gazette officielle de Québec le 11 avril 1942, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er avril 1945.

1. Prolongation of Ordinance No. 4, 1942: Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general Ordinance, adopted on February 17, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 2, 1942, by Order in Council No. 805, published in the Quebec Official Gazette on April 11, 1942, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until April 1st, 1945.

2 Entrée en vigueur: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

2. Coming into Force: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the Quebec Official Gazette.

Fait et passé à Québec, ce vingt-et-unième jour du mois de février mil neuf cent quarante-quatre.

Passed and dated at Quebec, this twenty-first day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Le vice-président, " GUS. FRANCO,  
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B.-E. BRAIS.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" GUS. FRANCO, Vice-President,  
" J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS, Members.

[Seau]  
Copie conforme,  
Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

[Seal]  
True copy,  
J. E. SIMARD,  
General Secretary.

5762-o

5762-o

**Index de la Gazette officielle de Québec, No 10**

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 10**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lapointe vs Belley..... 699

Lapointe vs Belley..... 699

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

770—Métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières... 720

770—Pipe mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières..... 720

791—Concernant une modification à la formule de renseignements exigée en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies..... 721

791—Concerning an amendment to the wording of the information required in virtue of section 4 of the Companies information Act..... 721

803—Fabrication des boîtes de carton dans la Province..... 719

803—Manufacturing of paper boxes in the Province..... 719

ASSEMBLÉE:

MEETING:

The Canada and Gulf Terminal Railway Company..... 700

The Canada and Gulf Terminal Railway Company..... 700

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 687

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 687

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Beaupré, municipalité de..... 700  
British Columbia Plywoods (Quebec) Limited..... 700  
Lake St. John Power & Paper Company Limited..... 701

Beaupré, municipality of..... 700  
British Columbia Plywoods (Quebec) Limited..... 700  
Lake St. John Power & Paper Company Limited..... 701

L'Association Catholique du Personnel Laïc Enseignant du Diocèse de Joliette Incorporée.....	702	L'Association Catholique du Personnel Laïc Enseignant du Diocèse de Joliette Incorporée.....	702
L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec.....	702	L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec.....	702
L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec.....	702	L'Association des Propriétaires d'Autobus de Québec.....	702
Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe.....	703	Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe.....	703
Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe.....	703	Le Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Hyacinthe.....	703
Pintsch Compressing Corporation.....	703	Pintsch Compressing Corporation.....	703
Radiateur Somerset Limitée—Somerset Radiator Limited.....	702	Somerset Radiator Limited—Radiateur Somerset Limitée.....	702
Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait.....	702	Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait.....	702
Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc.	703	Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc.	703
Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay.....	702	Syndicat National des Employés de la Filature du Saguenay.....	702
The Columbus Building Association.....	704	The Columbus Building Association.....	704
The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc.....	703	The Safety Car Heating and Lighting Company, Inc.....	703
Trois-Rivières, cité de.....	704	Trois-Rivières, city of.....	704
Union Nationale et Catholique des Menuisiers et Facteurs d'Orgues de St-Hyacinthe.....	700	Union Nationale et Catholique des Menuisiers et Facteurs d'Orgues de St-Hyacinthe.....	700
<b>CHARTES—ABANDON DE:</b>		<b>✓ CHARTERS—SURRENDER OF:</b>	
Harpers Malartic (Quebec) Gold Mines Limited.....	705	— Harpers Malartic (Quebec) Gold Mines Limited.....	705
La Cie d'Immeubles Chomedey Limitée—Chomedey Land Co. Limited.....	704	— Chomedey Land Co. Limited—La Cie d'Immeubles Chomedey Limitée.....	704
Le Collège de Montréal Inc.....	705	— Le Collège de Montréal Inc.....	705
L'Est Central Commercial Incorporé.....	705	— L'Est Central Commercial Incorporé.....	705
Lombard Investments, Limited.....	706	— Lombard Investments, Limited.....	706
Montreal Industrial Services Limited.....	706	— Montreal Industrial Services Limited.....	706
Paramount Leather Limited.....	705	— Paramount Leather Limited.....	705
Ste-Appoline Lumber Company Limited.....	705	— Ste-Appoline Lumber Company Limited.....	705
<b>COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:</b>		<b>MINIMUM WAGE COMMISSION:</b>	
N° 4, 1942—Ordonnance générale.....	742	No. 4, 1942—General Ordinance.....	742
<b>COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:</b>		<b>QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:</b>	
Règle de pratique N° 5.....	730	Rule of practice No. 5.....	730
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
Association des Propriétaires de Québec, Inc.....	708	Association des Propriétaires de Québec, Inc.....	708
Commission des Champs de Bataille Nationaux.....	707	National Battlefields Commission.....	707
Laing, Peter Marshall.....	707	Laing, Peter Marshall.....	707
Louiseville, ville de.....	708	Louiseville, town of.....	708
Montmorency, village de.....	707	Montmorency, village of.....	707
Tadoussac, village <i>et al.</i> .....	706	Tadoussac, village <i>et al.</i> .....	706
Whitehead, George Robert Beethom.....	707	Whitehead, George Robert Beethom.....	707
<b>DÉPARTEMENTS—Avis des:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Courcelles, paroisse de.....	708	Courcelles, parish of.....	708
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Société Coopérative Agricole d'Arthabaska.....	709	Société Coopérative Agricole d'Arthabaska.....	709
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Appoline.....	709	Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Ste-Appoline.....	709
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
<i>Industrie laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 37-H-43A—Matane.....	709	Order No. 37-H-43A—Matane.....	709
Ordonnance N° 44-H-43B—Noranda.....	710	Order No. 44-H-43B—Noranda.....	710
Ordonnance N° 55-H-43B—Val d'Or.....	711	Order No. 55-H-43B—Val d'Or.....	711

**INSTRUCTION PUBLIQUE:**

Beauharnois, munic. scolaire de la ville.	712
Notre-Dame-de-la-Salette, munic. scolaire du village.	712
St-Michel-de-Rougemont, munic. scolaire de la paroisse.	713

**TERRES ET FORÊTS:**

St-Sauveur, paroisse de.	713
--------------------------	-----

**TRAVAIL:**

Barbiers de Rouyn et de Noranda.	724
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture de la cité de Québec.	725
Employés municipaux de la ville de Jonquière.	722
Établissements commerciaux de Magog.	722
Industrie de la fourrure dans la région de Québec.	723
Métiers de la construction de Montréal.	722
Métiers de la construction de Montréal.	728

**TRÉSOR:**

*Assurances:*

Association de Secours Mutuels des Employés de l' Arsenal Fédéral— Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association.	713
Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.	713
Mutuelle des Secrétaires.	714

**LETTRES PATENTES:**

Advance Style Inc.	688
Arntfield Mining Corporation Limited.	689
Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick— Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association.	690
Camp Baldy Salmon Club.	690
Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc.	690
Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée— American Javel Water Company Limited.	689
Industries Baribeau Inc.	691
La Cie de Téléphone Soulanges Ltée.	697
La Compagnie de Pavage Lasalle, Limitée— Lasalle Paving Company Limited.	691
L' Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux— Professional Association of Social Workers.	692
Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée.	693
L' Habitation Familiale de Nicolet Limitée.	693
Marcel André de Paris Inc.	694
Paterson Windermere (Canada) Ltd.	694
Steel Works & Marine Equipment Company Limited.	695
The Pine Shop Limited.	696
Victory Investments Limited.	696

**LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:**

Beattie Gold Mines (Quebec) Limited.	698
Leduc Automobiles Limited.	699
United Mining Industries Limited.	699
Victoria Shirt Limited.	699

**NOMINATIONS:**

Diverses.	714
-----------	-----

**PROCLAMATION:**

Cour supérieure, district de Rimouski.	715
--	-----

**EDUCATION:**

Beauharnois, school munic. of the town.	712
Notre-Dame-de-la-Salette, school munic. of the village.	712
St-Michel-de-Rougemont, school munic. of the parish.	713

**LANDS AND FORESTS:**

St-Sauveur, parish of.	713
------------------------	-----

**LABOUR:**

Barbers of Rouyn and Noranda.	724
Hardware and paint trades of the city of Québec.	725
Municipal employees of the town of Jonquière.	722
Commercial establishments of Magog.	722
Fur industry in Quebec District.	723
Building trades of Montreal.	722
Building trades of Montreal.	728

**TREASURY:**

*Insurance:*

Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association — Association de Secours Mutuels des Employés de l' Arsenal Fédéral.	713
Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.	713
Mutuelle des Secrétaires.	714

**LETTERS PATENT:**

Advance Style Inc.	688
Arntfield Mining Corporation Limited.	689
Quebec and Northern New-Brunswick Fish Producers and Exporters Association— Association des Producteurs et Exportateurs de Poisson du Québec et Nord du Nouveau Brunswick.	690
Camp Baldy Salmon Club.	690
Comité des Citoyens de Saint-Jean, Inc.	690
American Javel Water Company Limited— Eau de Javelle Américaine Compagnie Limitée.	689
Industries Baribeau Inc.	691
La Cie de Téléphone Soulanges Ltée.	697
Lasalle Paving Company Limited— La Compagnie de Pavage Lasalle, Limitée.	691
Professional Association of Social Workers — L' Association Professionnelle des Auxiliaires Sociaux.	692
Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée.	693
L' Habitation Familiale de Nicolet Limitée.	693
Marcel André de Paris Inc.	694
Paterson Windermere (Canada) Ltd.	694
Steel Works & Marine Equipment Company Limited.	695
The Pine Shop Limited.	696
Victory Investments Limited.	696

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:**

Beattie Gold Mines (Quebec) Limited.	698
Leduc Automobiles Limited.	699
United Mining Industries Limited.	699
Victoria Shirt Limited.	699

**APPOINTMENTS:**

Miscellaneous.	714
----------------	-----

**PROCLAMATION:**

Superior Court, district of Rimouski.	715
---------------------------------------	-----

## VENTES POUR TAXES:

Sherbrooke, cité de ..... 716  
Trois-Rivières, cité de ..... 717

## SALES FOR TAXES:

Sherbrooke, city of ..... 716  
Trois-Rivières, city of ..... 717

## VENTES PAR LES SHÉRIFS:

*Arthabaska:*

Lacroix vs Beattie ..... 719

5769-o

## SHERIFFS' SALES:

*Arthabaska:*

Lacroix vs Beattie ..... 719

5769-o